

# MONITEUR BELGE

JOURNAL OFFICIEL

STAATSBLAD

Prix de l'abonnement :  
Belgique : un an, 20 francs; 9 mois, 15; 6 mois, 10; 3 mois, 5.  
Union postale :  
Sans service d'abonnement : un an, 55 francs; 9 mois, 41.25; 6 mois, 27.50; 3 mois, 13.75;  
Avec service d'abonnement : fixé par le pays destinataire.  
Prix du numéro : 10 c. la feuille, le port en sus.  
Prix des annonces : 1 franc la ligne ordinaire.  
Les abonnements doivent être souscrits et payés aux bureaux des postes. (Ils ne comprennent pas les Recueils spéciaux des actes des sociétés commerciales, des actes des sociétés mutualistes et des actes des unions professionnelles; ces publications doivent faire l'objet de souscriptions distinctes).



Prijs van het abonnement :  
België : per jaar, 20 frank; 9 maanden, 15; 6 maanden, 10; 3 maanden, 5.  
Postvereniging :  
Zonder abonnementsdienst : per jaar, 55 frank; 9 maanden, 41.25; 6 maanden, 27.50; 3 maanden, 13.75;  
Met abonnementsdienst : door het land van bestemming vastgesteld.  
Prijs per nummer : 10 c. het vel, frankerprijs niet inbegrepen.  
Prijs van de aankondigingen : 1 frank den gewonnen regel.  
De abonnements worden genomen en betaald op de postkantoren. (Daarin zijn niet begrepen de bijzondere verzamelingen : « actes des sociétés commerciales, actes des sociétés mutualistes » en « actes des unions professionnelles », waarvoor afzonderlijk moet worden ingeschreven).

Chèques postaux, compte n° 5080.

Postcheekrekening n° 5080.

89° ANNÉE.

N. 317.

89° JAARGANG.

13 NOVEMBRE 1919.

13 NOVEMBER 1919.

## SOMMAIRE :

### Ministère des Finances.

Loi apportant des modifications aux lois sur les droits de succession, d'enregistrement et de transcription, et modifiant les articles 742, 753 et 755 du Code civil, p. 6025. — Administration de l'enregistrement et des domaines. Droit de succession. Mesures de contrôle, p. 6058.

### Ministère de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement.

Administration des mines. Modifications aux statuts des Caisses de prévoyance en faveur des ouvriers mineurs du Couchant de Mons, du Centre, de Charleroi, du bassin de Namur, de la province de Liège et du bassin de la Campine, p. 6058. — Secrétariat général. Ordre de Léopold II. Nomination, p. 6048. — Inspection du travail. Nominations, p. 6049. — Erratum, p. 6049.

### Ministère des Travaux publics.

Secrétariat général. Pensions, p. 6049.

### Ministère des Sciences et des Arts.

Administration de l'enseignement supérieur, des sciences et des lettres. Bourses de voyage. Concours de 1914, p. 6050.

### Ministère de l'Agriculture.

Importation de ruminants et de porcs provenant des Pays-Bas, p. 6050.

### Ministère des Chemins de fer, Marine, Postes et Télégraphes.

Administration des chemins de fer de l'Etat. Délivrance d'abonnements ordinaires valables pour trois mois entre deux ou plusieurs points, p. 6051.

### Ministère des Colonies.

Enseignement colonial. Don de la « Commission for Relief in Belgium », p. 6051. — Fonds spécial pour le perfectionnement de l'enseignement colonial. Comité financier, p. 6052.

## INHOUD :

### Ministerie van Financiën.

Wet brengende wijzigingen in de wetten op de successie-, registratie- en overschrijvingsrechten, en wijzigende de artikelen 742, 753 en 755 van het Burgerlijk Wetboek, bl. 6025. — Beheer der registratie en domeinen. Erfenisrecht. Maatregelen van toezicht, bl. 6058.

### Ministerie van Nijverheid, Arbeid en Bevoorraadig.

Administratie van het mijnwezen. Wijzigingen aan de statuten der voorzorgskassen ten behoeve der mijnwerklieden van het Zuiden van Bergen, van Midden-Henegouw, van Charleroi, van het Namensch bekken, van de provincie Luik en van het bekken van de Kempen, bl. 6058. — Algemeene sekretarie. Orde van Leopold II. Benoeming, bl. 6048. — Arbeidsopzicht. Benoemingen, bl. 6049. — Erratum, bl. 6049.

### Ministerie van Openbare Werken.

Algemeen secretariaat. Pensions, bl. 6049.

### Ministerie van Wetenschappen en Kunsten.

Beheer van het hooger onderwijs, de wetenschappen en de letteren. Reisbeurzen. Westdrijd van 1914, bl. 6050.

### Ministerie van Landbouw.

Invoer van herkauwers en varkens, herkomstig uit Nederland, bl. 6050.

### Ministerie van Spoorwegen, Zeewezen, Posterijen en Telegrafien.

Beheer van Staatsspoorwegen. Afgifte van gewone abonnementen geldig voor drie maanden tusschen twee of meer punten, bl. 6051.

### Ministerie van Koloniën.

Koloniaal onderricht. Gift van de « Commission for Relief in Belgium », bl. 6051. — Bijzonder fonds tot volmaking van het koloniaal onderricht. Financieel comitee, bl. 6052.

## LOIS, ARRÊTÉS ROYAUX ET ACTES DU GOUVERNEMENT.

### MINISTÈRE DES FINANCES.

Loi apportant des modifications aux lois sur les droits de succession, d'enregistrement et de transcription, et modifiant les articles 742, 753 et 755 du Code civil (1).

ALBERT, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1<sup>er</sup>. Est supprimé le droit de mutation établi par l'article 1<sup>er</sup>

## WETTEN, KONINKLIJKE BESLUPPEN EN AKTEN DER REGERING.

### MINISTERIE VAN FINANCIËN.

Wet brengende wijzigingen in de wetten op de successie-, registratie- en overschrijvingsrechten, en wijzigende de artikelen 742, 753 en 755 van het Burgerlijk Wetboek (1)

ALBERT, Koning der Belgen,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artik 1 1. Wordt opgeheven het recht van overgang, door artikel 1 de

(1) Zitting 1918-1919.

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS.

Documents parlementaires. — Exposé des motifs et texte du projet de

(1) Zitting 1918-1919.

KAMER DER VOLKSVERTEGENWOORDIGERS.

Parlementaire bescheiden. — Memorie van toelichting en tekst van het wetsont

de la loi du 17 décembre 1851, à charge des héritiers, donataires et légataires qui succèdent en ligne directe et à charge de l'époux survivant.

Par contre, sont applicables aux successions d'habitants du royaume dévolues en ligne directe ou entre époux les dispositions légales relatives à la perception du droit de succession.

Art. 2. L'article 7 de la loi du 17 décembre 1851 est modifié ainsi qu'il suit :

L'époux survivant, auquel une convention de mariage non sujete aux règles relatives aux donations attribuées sous condition de survie plus que la moitié de la communauté, est assimilé, pour la perception du droit de succession et du droit de mutation par décès, à l'époux survivant qui, en l'absence d'une dérogation au partage égal de la communauté, recueille, en tout ou en partie, la portion de l'autre époux en vertu d'une donation ou d'une disposition testamentaire.

De même, le mari survivant est réputé donataire de la portion des biens existant à la dissolution de la communauté, dont il profite par la renonciation des héritiers de sa femme.

Art. 3. Les biens dont l'administration établit que le défunt a disposé à titre gratuit dans les trois années précédant son décès sont considérés comme faisant partie de sa succession, si la libéralité n'a pas été assujettie au droit d'enregistrement établi pour les donations, sauf le recours des héritiers ou légataires contre le donataire pour les droits de succession qui auraient été acquittés à raison des dits biens.

La disposition qui précède n'est pas applicable si les héritiers ou légataires rapportent un écrit émané du donataire ou de ses représentants et constatant la réception par le donataire de la chose donnée par le défunt.

Art. 4. L'article 50 de la loi du 30 août 1913 est remplacé par la disposition suivante :

Dans le cas d'un contrat renfermant une stipulation au profit d'un tiers nommé ou désigné, les sommes ou valeurs que le tiers est appelé à recevoir à titre gratuit au décès du stipulant sont considérées comme recueillies à titre de legs par le bénéficiaire dans la succession du stipulant, si la stipulation n'a pas été assujettie au droit d'enregistrement établi pour les donations.

Le tiers est présumé recevoir à titre gratuit, sauf preuve contraire.

Si la stipulation est faite par un époux au profit de son conjoint dans les conditions prévues au deuxième alinéa ci-dessus, les sommes ou valeurs qui adviennent au bénéficiaire sont considérées comme recueillies à titre de legs à concurrence de leur montant intégral.

Dans l'hypothèse visée à l'alinéa précédent, la circonstance que la stipulation est réciproque n'enlève pas à celle-ci le caractère de libéralité.

Les dispositions des alinéas qui précèdent sont également applicables aux sommes ou valeurs qu'une personne est appelée à recevoir à titre gratuit au décès de celui qui a contracté une assurance sur la vie à ordre ou au porteur.

Art. 5. Les biens meubles ou immeubles qui ont été acquis à titre onéreux par le défunt pour l'usufruit et par un tiers pour la nue propriété, ainsi que les titres au porteur ou nominatifs qui ont été immatriculés au nom du défunt pour l'usufruit et au nom d'un tiers pour la nue propriété sont considérés, pour la perception du droit de succession ou du droit de mutation par décès exigible du chef de l'héritier du défunt, comme se trouvant en pleine propriété dans la succession de celui-ci et comme recueillis à titre de legs par le tiers, à moins qu'il ne soit établi que l'acquisition ou l'immatriculation ne déguise pas une libéralité au profit du tiers.

Art. 6. La part du défunt dans une indivision qui a pris fin par un partage ou par un acte équipollent à partage, dans lequel il n'a été attribué

wet van 17 December 1851 va tgesteld ten laste van de erfgenamen, begiftigden en legatarissen, die in de rechte linie erven, en ten laste den overlevenden echtgenoot.

Daarentegen zijn de wetsbepalingen betreffende de heffing van successierecht van toepassing op de nalatenschappen van ingez. tenen rijk. in de rechte linie of tusschen echtgenooten vervallen.

Art. 2. Artikel 7 der wet van 17 December 1851 wordt gewijzigd als volgt :

De overlevende echtgenoot, aan wien eene huwelijksvereenkoning niet aan de regelen betreffende de schenkingen onderworpen is, n. overleving meer dan de helft der gemeenschap toekent, wordt, voor heffing van het successierecht en van het recht van overgang bij overlijden, gelijkgesteld met den overlevenden echtgenoot die, wanneer niet is afgekeken van de gelijke verdeling der gemeenschap, het deel van den anderen echtgenoot krachtens eene schenking of eene uiterste wilsbeschikking geheel of gedeeltelijk verkrijgt.

Eveneens wordt de overlevende man geacht begiftigd te zijn met 1/2 deel der goederen, bestaande bij de ontbinding der gemeenschap, dat hem ten goede komt ten gevolge van verwerping door de erfgenamen zijn vrouw.

Art. 3. De goederen, waarover, naar het bewijs geleverd door de beheren, de afgestorvene ten kosteloozen titel beschikte gedurende de jaren vóór zijn overlijden, worden geacht deel uit te maken van zijn nalatenschap, indien de begiftiging niet onderworpen werd aan het registratierecht vastgesteld voor de schenkingen, behoudens verhaal der erfgenamen of legatarissen op den begiftigde voor de successierechten welke wegens die goederen mochten betaald zijn.

De vorige bepaling is niet van toepassing, indien de erfgenamen of legatarissen een geschrift inbrengen, dat van den begiftigde of van zijn vertegenwoordigers afkomstig is en waaruit blijkt dat de zaak, door de afgestorvene gegeven, door den begiftigde ontvangen werd.

Art. 4. Artikel 50 der wet van 30 Augustus 1913 wordt vervangen door de volgende bepaling :

In geval van overeenkomst houderle een beding ten voordeele van een bij name aangeduiden derde, worden de sommen of waarden, welke de derde geroepen is, bij het overlijden van den beschikker ten kosteloozen titel te ontvangen, geacht door den verkrijger ten titel van legaat te zijn geërfd in de nalatenschap van den beschikker, indien het beding niet werd onderworpen aan het voor de schenkingen gevestigde registratierecht.

De derde wordt verondersteld ten kosteloozen titel te ontvangen behoudens tegenbewijs.

Worjt het beding gemaakt door een echtgenoot ten behoeve van zijn mede-echtgenoot in de voorwaarden voorzien bij bovenstaand lid 3, dan worden de sommen of waarden, die den verkrijger toevallen, geacht geërfd te zijn ten titel van legaat tot beloop van hun algeheel bedrag.

In de bij het vorig lid bedoelde onderstelling wordt door de omstandigheid, dat het beding wederkeerig is, de aard van begiftiging daaraan niet ontnomen.

Het bepaalde in de vorige alinea's is eveneens van toepassing op de sommen of waarden, welke een persoon geroepen is ten kosteloozen titel te ontvangen bij het overlijden van hem, die een levensverzekering aan order of aan toonder heeft aangegaan.

Art. 5. De roerende of onroerende goederen, ten bezwarenden titel verkregen voor het vruchtgebruik door den overledene en voor den blooten eigendom door een derde, alsmede de titels aan toonder of op naam, ingeschreven voor het vruchtgebruik op naam van den overledene en voor den blooten eigendom op naam van een derde, worden, voor de heffing van het successierecht of van het recht van overgang bij overlijden, eischbaar uit hoofde van de nalatenschap van den overledene, geacht zich in vollem eigendom in de zes nalatenschap te bevinden en door den derde te zijn verkregen ten titel van legaat, tenzij het is bewezen dat de verkrijging of de inschrijving niet eene bedekte begiftiging ten behoeve van een derde is.

Art. 6. Het aandeel van den overledene in eene onverdeelde, die niet meer bestaat ten gevolge van eene verdeling of van eene met verdel-

loi, n° 109. Séance du 20 mars 1919. — Rapport, n° 315. Séance du 15 août 1919.

Annales parlementaires. — Discussion et adoption. Séances des 17, 18 et 24 septembre 1919, pp. 1618 à 1635, 1637 à 1634, 1661 à 1670, 1688 à 1691.

SÉNAT.

Documents parlementaires. — Projet de loi, n° 175. — Rapport, n° 187. Réunion du 30 septembre 1919.

Annales parlementaires. — Discussion et adoption. Séance du 8 octobre 1919.

werp, n° 109. Zitting van 20 Maart 1919. — Verslag, n° 315. Zitting van 15 Augustus 1919.

Annales parlementaires. — Bespreking en aanneming. Zittingen van 17, 18 en 24 September 1919, bl. 1618 tot 1635, 1637 tot 1634, 1661 tot 1670, 1688 tot 1691.

SENAAT.

Parlementaire bescheiden. — Wetsontwerp, n° 175. — Verslag, n° 187. Zitting van 30 September 1919.

Annales parlementaires. — Bespreking en aanneming. Zitting van 8 Octo-

de *cujus* qu'un usufruit, une rente ou tout autre droit devant cesser à la mort, est considérée, pour la perception du droit de succession ou du droit de mutation par décès exigible du chef de l'hérédité du défunt, comme se trouvant dans sa succession et comme recueillie à titre de legs par celui à qui les biens ont été attribués en nue propriété ou sous la forme du droit viager, à moins qu'il ne soit établi que le partage ou la cession équipollente à partage ne déguise pas une libéralité au profit du coindivisaire attributaire de la nue propriété ou chargé du droit viager.

Si, aux termes du partage ou de l'acte équipollent, il a été attribué au défunt, indépendamment d'un usufruit ou d'un droit viager, des biens propres, la valeur de ces biens au jour du partage ou de la cession est déduite de la valeur de la part indivise à porter à l'actif de la succession du défunt en exécution de l'alinéa précédent.

Art. 7. Les biens meubles ou immeubles qui ont été vendus ou aliénés à titre onéreux par le défunt sont considérés, pour la perception du droit de succession ou du droit de mutation par décès exigible du chef de l'hérédité du défunt, comme faisant partie de sa succession et recueillis par le légataire par l'acquéreur ou par le cessionnaire, si le *de cuius*, aux termes de la convention, s'est réservé un usufruit ou a stipulé l'abandon de son profit de l'usufruit d'un autre bien ou de tout autre droit viager, à moins qu'il ne soit établi que la vente ou la cession ne déguise pas une libéralité au profit de l'acquéreur ou du cessionnaire.

Si, aux termes de la convention, le défunt a stipulé, en outre, l'abandon à son profit d'un bien en propriété, la valeur, au jour de la vente ou de la cession, de ce qui est compris dans cet abandon est déduite des sommes ou valeurs à porter à l'actif de la succession du défunt en exécution de l'alinéa précédent.

Le droit de mutation qui a été perçu lors de l'enregistrement de l'acte de vente ou de cession, et, le cas échéant, le droit de transcription sont déduits du droit de succession ou du droit de mutation par décès, dans la mesure où ces derniers droits sont exigibles en vertu du présent article.

Art. 8. La preuve à administrer en vertu du second alinéa de l'article 4, de l'article 5 et du premier alinéa des articles 6 et 7 peut être fournie par tous moyens de droit commun, témoins et présomptions comprises.

Art. 9. Les dispositions des articles 5 à 8 restent sans application :  
1° Si le *de cuius* a survécu : au tiers, dans le cas de l'article 5 ; au coindivisaire attributaire de la nue propriété ou chargé du droit viager, dans le cas de l'article 6 ; à l'acquéreur ou au cessionnaire, dans le cas prévu par l'article 7 ;

2° Si le tiers, dans le cas de l'article 5, le coindivisaire attributaire de la nue propriété ou chargé du droit viager, dans le cas de l'article 6, l'acquéreur ou le cessionnaire, dans le cas de l'article 7, ne rentrent pas dans la catégorie des personnes indiquées aux alinéas 1, 2 et 3 de l'article 13 ci-après.

Art. 10. Les contre-lettres ne sont pas opposables à l'Etat, en tant qu'elles auraient pour effet de diminuer l'actif imposable.

Art. 11. L'article 18, 1<sup>er</sup> alinéa, de la loi du 17 décembre 1851 est modifié ainsi qu'il suit :

La demande du droit de succession, du droit de mutation et des amendes pour défaut de déclaration ou pour omission de biens quelconques, meubles et immeubles, est, jusqu'à preuve contraire, suffisamment établie par les actes passés par le défunt à son profit ou à sa requête, et constatant sa propriété, et en outre :

Art. 12. Si les dettes portées au passif d'une déclaration de succession sont commerciales, l'administration peut exiger pour leur admission, et ce sous peine de rejet, la production, sans déplacement, des livres de commerce du défunt.

Elle a le droit de puiser dans les livres ainsi communiqués tous renseignements utiles au point de vue de la détermination de l'actif imposable et, en cas d'instance, la communication en justice des dits livres ne peut être refusée.

Art. 13. Pour la liquidation du droit de succession ne sont pas admises en déduction de l'actif imposable, les dettes contractées par

ling gelijkstaande akte, waarin den erfster slechts toebedeeld werd een vruchtgebruik, eene rente of elk ander recht moettende vervallen bij zijn overlijden, wordt, voor de heffing van het successierecht of van het recht van overgang bij overlijden eischbaar uit hoofde van de nalatenschap van den overledene, geacht zich in zijne nalatenschap te bevinden en ten titel van legaat te zijn verkregen door hem, aan wien de goederen werden toebedeeld in blooten eigendom of mits het levenslang recht, tenzij het is bewezen dat de verdeling of de met verdeling gelijkstaande afstand niet eene bedekte begiftiging is ten behoeve van den mederechthebbende in de onverdeeldheid, verkrijger van den blooten eigendom of belast met het levenslang recht.

Indien, naar luid van de verdeling of van de gelijkwaardige akte, goederen in eigendom aan den overledene werden toebedeeld buiten een vruchtgebruik of een levenslang recht, wordt de waarde dier goederen, ten dage van de verdeling of van den afstand, afgetrokken van de waarde van het onverdeeld aandeel dat, ter uitvoering van het vorig lid, bij het actief der nalatenschap van den overledene moet gevoegd worden.

Art. 7. Daeromende of onroerende goederen, die door den overledene ten bezwarenden titel werden verkocht of afgestaan, werden, voor de heffing van het successierecht of van het recht van overgang bij overlijden eischbaar uit hoofde van de nalatenschap van den overledene, geacht deel uit te maken van zijne nalatenschap en ten titel van legaat te zijn geeft door den verkrijger of door den overnemer, indien, naar luid van de overeenkomst, de erfster zich een vruchtgebruik heeft voorbehouden of de overlating, te zijnen bate, van het vruchtgebruik van een ander goed of van elk ander levenslang recht heeft bedongen, tenzij het is bewezen dat de verkoop of de afstand niet eene bedekte begiftiging is ten behoeve van den verkrijger of van den overnemer.

Indien, naar luid van de overeenkomst, de overledene daarenboven de overlating van een goed in eigendom te zijnen bate heeft bedongen, wordt de waarde, ten dage van den verkoop of van den afstand, van wat in deze overlating begrepen is, afgetrokken van de sommen of waarden die, ter uitvoering van het vorig lid, bij het actief der nalatenschap van den overledene moeten gevoegd worden.

Het recht van overgang, geheven bij de registratie der akte van verkoop of van afstand, en, bij voorkomend geval, het overschrijvingsrecht worden afgetrokken van het successierecht of van het recht van overgang bij overlijden, in de mate waarin laatstgemelde rechten krachtens het onderhavig artikel eischbaar zijn.

Art. 8. Het bewijs, krachtens het tweede lid van artikel 4, artikel 5 en het eerste lid der artikelen 6 en 7 te leveren, kan door alle gewone rechtsmiddelen, ook door getuigen en vermoedens bijgebracht worden.

Art. 9. Het bepaalde in de artikelen 5 tot 8 is niet van toepassing :

1° Indien de erfster overleefde : aan den derde, in het geval van artikel 5 ; aan den mederechthebbende in de onverdeeldheid, verkrijger van den blooten eigendom of belast met het levenslang recht, in het geval van artikel 6 ; aan den verkrijger of aan den overnemer, in het geval voorzien bij artikel 7 ;

2° Indien de derde, in het geval van artikel 5, de mederechthebbende in de onverdeeldheid, verkrijger van den blooten eigendom of belast met het levenslang recht, in het geval van artikel 6, de verkrijger of de overnemer, in het geval van artikel 7, niet behooren tot de soort personen, vermeld in de alinea's 1, 2 en 3 van onderstaand artikel 13.

Art. 10. Wedschriften kunnen den Staat niet tegengesteld worden, in zoover zij vermindering van het belastbaar actief ten gevolge mochten hebben.

Art. 11. Artikel 18, 1<sup>o</sup> lid, der wet van 17 December 1851 wordt gewijzigd als volgt :

De eisch tot betaling van het successierecht, van het recht van overgang en van de boeten wegens gebrek aan aangifte of wegens niet-aangifte van eenig roerend of onroerend goed, is, tot levering van het tegenbewijs, voldoende vastgesteld bij de akten, door den afgestorvene te zijnen bate of op zijn verzoek verleden en waaruit zijn eigendom blijkt, en daarenboven :

Art. 12. Indien de schulden gebracht op het passief eener aangifte van nalatenschap handelsschulden zijn, kan het Beheer tot aanneming daarvan vorderen, en wel op straffe van verwerping, dat, zonder verplaatsing, de handelsboeken van den afgestorvene vertoond worden.

Het is gerechtigd om aan de aldus medegedeelde boeken alle inlichtingen te ontleenen, die kunnen dienen tot vaststelling van het belastbaar actief, en, in geval van rechtsgeding, kan de mede deeling dier boeken in rechten niet geweigerd worden.

Art. 13. De schulden, door den overledene aangegaan ten behoeve van een zijner erfgenamen, legatarissen of begiftigden of van tusschen-



le défunt au profit d'un de ses héritiers, légataires ou donataires, ou de personnes interposées.

Cette disposition est également applicable aux dettes contractées par le défunt : a) au profit d'héritiers qu'il a exclus de sa succession par une disposition testamentaire ou contractuelle; b) au profit d'héritiers, donataires ou légataires qui ont renoncé à la succession ou à la disposition testamentaire ou contractuelle faite en leur faveur.

Sont réputées personnes interposées, les personnes désignées dans les articles 911, dernier alinéa, et 1100 du Code civil.

Toutefois les dettes susvisées sont admissibles au passif :

1° Si la preuve de la sincérité de ces dettes est administrée par les parties déclarantes; cette dernière preuve peut être faite par tous moyens, témoins et présomptions compris;

2° Si elles ont pour cause immédiate et directe l'acquisition, l'amélioration, la conservation ou le recouvrement d'un bien qui se trouvait dans le patrimoine du *de cuius* au jour de son décès.

**Art. 14.** L'administration a, dans tous les cas, la faculté d'exiger des déclarants la production d'une attestation du créancier certifiant qu'une dette portée au passif de la déclaration de succession existait à la charge du *de cuius* au jour de son décès. L'attestation doit être signée par le créancier personnellement, par son représentant légal ou par un mandataire spécialement constitué à cet effet.

L'administration peut également exiger, dans tous les cas, que la signature du créancier et, le cas échéant, de celui qui agit en son nom, soit légalisée par le bourgmestre de la commune où réside le signataire.

L'attestation reste annexée à la déclaration de succession; elle est exempte du droit de timbre et elle ne peut être refusée par le créancier, sous peine de dommages-intérêts, lorsqu'elle est légitimement réclamée.

**Art. 15.** Sont évalués pour la perception du droit de succession, savoir :

1° Les rentes et autres prestations viagères — à un capital formé en multipliant le montant de la prestation annuelle par les nombres indiqués ci-après, savoir :

18, si celui sur la tête de qui la rente est créée a 20 ans ou moins,

17,	—	a plus de 20 ans jusque 30 ans.
16,	—	30 — 40 —
14,	—	40 — 50 —
13,	—	50 — 55 —
11,	—	55 — 60 —
9,5,	—	60 — 65 —
8,	—	65 — 70 —
6,	—	70 — 75 —
4,	—	75 — 80 —
2,	—	80 ans.

La prestation constituée pour un temps indéterminé en faveur de corps moraux est évaluée à un capital formé de vingt fois le montant de la rétribution annuelle.

Si la prestation est constituée pour un temps limité, les arrérages sont capitalisés sur le taux d'un intérêt annuel de 4 p. c. Toutefois, le capital ne peut, en aucun cas, si la prestation est constituée en faveur de personnes physiques, être supérieur à celui qui serait obtenu si elle était créée à vie, et au cas où elle est payable à des corps moraux, excéder vingt fois le montant annuel.

Le montant annuel des rentes et autres prestations viagères ou périodiques payables en nature est déterminé de la manière indiquée à l'article 11, litt. C, 2° alinéa, de la loi du 27 décembre 1817;

2° L'usufruit des biens meubles et immeubles — au montant capitalisé, conformément à ce qui est dit ci-avant sous le n° 1°, du revenu annuel des biens compté à raison de 4 p. c. de la valeur de la pleine propriété.

L'usufruit établi pour un temps indéterminé au profit de corps moraux est évalué à un capital formé de vingt fois le montant du dit revenu.

Si l'usufruit est constitué pour un temps limité, les arrérages sont capitalisés sur le taux d'un intérêt annuel de 4 p. c.

personnes, worden, tot het verrekenen van het successierecht, niet mindering van het belastbaar actief aangenomen.

Deze bepaling is insgelijks van toepassing op de schulden, door de overledene aangegaan : a) ten behoeve van erfenamen die hij, de eene beschikking bij uitersten wil of bij overeenkomst, buiten zij erfenis heeft gesloten; b) ten behoeve van erfenamen, begiftigden (legatarissen, die de nalatenschap ofwel de beschikking bij uitersten wil of bij overeenkomst, te hunnen voordeele gemaakt, hebben verworpen.

Als tusschenpersonen worden beschouwd de personen vermeld in de artikelen 911, laatste lid, en 1100 van het Burgerlijk Wetboek.

Evenwel kunnen bedoelde schulden in het passief aangenomen worden :

1° Indien het bewijs van de echtheid dier schulden door de aangevende partijen wordt ingebracht; dit laatste bewijs kan door andere middelen, ook door getuigen en vermoedens geleverd worden;

2° Indien zij tot onmiddellijke en rechtstreeksche oorzaak hebben verkrijging, waardevermeerdering, behoud of terugbekoming van een goed, dat zich in den boedel van den erfster bevond ten dage van zijn overlijden.

**Art. 14.** Het beheer is, in al de gevallen, bevoegd om van de aangevers te vorderen het overleggen eener verklaring van den schuldeischer, waarbij wordt bevestigd dat eene in het passief der aangifte van nalatenschap opgenomen schuld ten laste van den erfster bestond ten dage van zijn overlijden. De verklaring moet worden ondertekend door den schuldeischer zelf, door zijnen wettigen vertegenwoordiger of door een te dien einde bijzonder aangestelden gemachtigde.

Het beheer kan ook, in al de gevallen, vorderen dat de handtekening van den schuldeischer en, bij voorkomend geval, van hem die zijnen naam handelt, echt verklaard worde door den burgemeester of gemeente waar de onderteekenaar verblijft.

De verklaring blijft aan de aangifte van nalatenschap gehecht; zij is niet van zegelrecht en zij mag door den schuldeischer niet worden gewijzigd, op straffe van schadevergoeding, wanneer zij wettig wordt aangevraagd.

**Art. 15.** Voor de heffing van het successierecht worden geraamd te weten :

1° De renten en andere levenslange uitkeeringen — op een kapitaal gevormd door vermenigvuldiging van het bedrag der jaarlijksche uitkering met de hierna aangeduide getallen, te weten :

18, indien hij, op wiens hoofd de rente is gevestigd, 20 jaar minder heeft.

» 17,	—	meer dan 20 jaar tot 30 jaar heeft.
» 16,	—	30 — 40 —
» 14,	—	40 — 50 —
» 13,	—	50 — 55 —
» 11,	—	55 — 60 —
» 9,5	—	60 — 65 —
» 8,	—	65 — 70 —
» 6,	—	70 — 75 —
» 4,	—	75 — 80 —
» 2,	—	meer dan 80 jaar heeft.

De uitkeering, voor een onbepaalden tijd ten behoeve van zedelijke lichamen gevestigd, wordt geraamd op een kapitaal gevormd uit twintigmaal het bedrag der jaarlijksche bijdrage.

Is de uitkeering voor een bepaalden tijd gevestigd, dan worden interesten tot kapitaal gebracht naar het bedrag van een jaarlijksche interest van 4 t. h. Nochtans mag het kapitaal, in geen geval, in de uitkeering gevestigd is ten behoeve van natuurlijke personen, hooger zijn dan dit, welk bekomen zou worden indien zij levenslang gevestigd ware, noch, ingeval zij betaalbaar is aan zedelijke lichamen, hooger twintigmaal het jaarlijksch bedrag.

Het jaarlijksch bedrag der renten en andere levenslange of periodieke uitkeeringen betaalbaar in natuur wordt vastgesteld op de wijze aangegeven in artikel 11, litt. C, 2° lid, der wet van 27 December 1817;

2° Het vruchtgebruik der roerende en onroerende goederen — op een overeenkomstig bovenstaand n° 1, gekapitaliseerd bedrag van de jaarlijksche opbrengst der goederen, berekend tegen 4 t. h. der waarde der vollen eigen lom.

Het vruchtgebruik, voor een onbepaalden tijd ten behoeve van zedelijke lichamen gevestigd, wordt geraamd op een kapitaal gevormd uit twintigmaal het bedrag van gemelde opbrengst.

Is het vruchtgebruik voor een bepaalden tijd gevestigd, dan worden interesten tot kapitaal gebracht naar het bedrag van een jaarlijksche interest van 4 t. h.

Toutefois, le capital ne peut, au cas où l'usufruit est créé au profit d'une personne physique, être supérieur à celui qui serait obtenu si l'usufruit n'était pas établi à terme, et au cas où il est créé au profit de corps moraux, excéder vingt fois le revenu annuel.

Sont assimilés à l'usufruit les droits d'usage et d'habitation et le droit aux fruits, revenus ou produits d'un bien ;

3° La nue propriété des biens meubles et immeubles — à la valeur de la pleine propriété sous déduction de la valeur de l'usufruit calculée conformément au numéro précédent.

Si l'usufruit est établi conjointement au profit de plusieurs personnes avec réversion ou au profit de plusieurs personnes successivement, la valeur à déduire est fixée eu égard à l'âge de la personne la plus jeune.

Aucune déduction n'est opérée si l'usufruit est exempt du droit de succession par application de l'article 27 ci-après.

Les biens grevés d'un droit d'usage ou d'habitation et ceux dont un tiers a le droit de percevoir les fruits, revenus ou produits, sont assimilés à des biens en nue propriété.

Les dispositions des nos 2° et 3° ci-dessus, en tant qu'elles concernent les immeubles situés en Belgique, sont applicables au droit de mutation par décès.

Art. 16. L'article 4 de la loi du 27 décembre 1817 est remplacé par la disposition suivante :

A. Les héritiers et les légataires universels dans la succession d'un habitant du royaume sont tenus d'en faire la déclaration, par écrit, au bureau du droit de succession dans le ressort duquel le défunt a eu son dernier domicile.

Cette déclaration porte :

I. Les nom, prénoms, profession et domicile du déclarant ; le lieu et la date de sa naissance ;

II. Les nom, prénoms, profession et le dernier domicile de la personne décédée ; le lieu et la date de sa naissance et de son décès ;

III. Les nom, prénoms, profession et domicile des héritiers, légataires et donataires, le lieu et la date de leur naissance ; le degré de parenté entre eux et le défunt ; ce qui est recueilli ou aquis par chacun d'eux ; le titre en vertu duquel ils viennent à la succession ; le nombre d'enfants légitimes qu'ils avaient au jour de l'ouverture de la succession, ainsi que le nombre d'enfants légitimes qui étaient prédécédés en laissant eux-mêmes des enfants légitimes en vie au jour du décès du *de cuius* ;

IV. Le cas échéant, l'indication des héritiers exclus en vertu de dispositions testamentaires ou contractuelles ;

V. La désignation précise et l'estimation article par article de tous les biens composant l'actif imposable, avec indication quant aux immeubles, notamment de la section et du numéro du cadastre.

Peuvent toutefois faire l'objet d'une déclaration et d'une estimation globales, chacune des catégories de biens mentionnées ci-dessus, savoir :

1° Les immeubles — autres que les immeubles par destination désignés ci-dessous — qui forment une exploitation unique ou un seul corps de domaine ;

2° Parmi les objets servant à une exploitation agricole : a) chaque espèce d'animaux ; b) les ustensiles aratoires ; c) les emblaves et autres récoltes sur pied ; d) les semences, denrées, pailles et engrais ;

3° Quant aux objets servant à une exploitation industrielle : a) l'outillage ; b) les marchandises fabriquées ou préparées et les matières premières ;

4° Quant aux objets servant à une exploitation commerciale : a) le matériel et les ustensiles d'exploitation ; b) les marchandises ;

5° Les effets d'habillement, les bijoux, les livres et tous autres objets à l'usage personnel du défunt ;

6° Les meubles meublants, la vaisselle, la batterie de cuisine et autres objets de même nature ;

7° Les collections de tableaux, de porcelaines, d'armes et d'autres objets ;

8° Les vins et autres denrées.

VI. La désignation de chacune des dettes admissibles en déduction de l'actif imposable, avec indication des nom, prénoms et domicile du créancier, de la cause de la dette et de la date de l'acte, s'il en existe un.

La déclaration énonce, en outre, si le défunt a eu l'usufruit de quelques biens et, dans l'affirmative, en quoi ils consistent, avec indication des personnes qui sont parvenues à la jouissance de la pleine propriété.

B. S'il s'agit de la succession d'une personne qui n'a pas la qualité d'habitant du royaume, la déclaration, rédigée dans la forme indiquée

Nochtans mag het kapitaal, ingeval het vruchtgebruik ten behoeve van een natuurlijk persoon is gevestigd, niet hooger zijn dan dit, welk zou bekomen worden, indien het vruchtgebruik niet op termijn gevestigd ware, noch, ingeval het ten behoeve van zedelijke lichamen is gevestigd, hooger dan twintigmaal de jaarlijksche opbrengst.

Worden met het vruchtgebruik gelijkgesteld de rechten van gebruik en bewoning en het recht op de vruchten, inkomsten of opbrengsten van een goed ;

3° De bloote eigendom der roerende en onroerende goederen — op de waarde van den vollen eigendom na afrek der waarde van het vruchtgebruik, berekend overeenkomstig het vorig nummer.

Is het vruchtgebruik gevestigd gezamenlijk ten behoeve van verscheidene personen met terugvaling of ten behoeve van verscheidene personen in opvolgende orde, dan wordt de af te trekken waarde bepaald met inachtneming van den ouderdom van den jongsten persoon.

Geens afrekkelag wordt gedaan, indien, bij toepassing van onderstaand artikel 27, het vruchtgebruik vrij is van het successierecht.

De goederen, bezwaard met een recht van gebruik of bewoning, en die, waarvan een derde gerechtigd is de vruchten, inkomsten of opbrengsten te ontvangen, worden gelijkgesteld met goederen in blooten eigendom.

Het bepaalde in bovenstaande nos 2° en 3° is, voor zoveel het in België gelegen onroerende goederen betreft, van toepassing op het recht van overgang bij overlijden.

Art. 16. Artikel 4 der wet van 27 December 1817 wordt vervangen door de volgende bepaling :

A. De erfgenamen en de algemeene legatarissen in de nalatenschap van een inwoner des rijks zijn gehouden, daarvan schriftelijk aangifte te doen ten kantore van het successierecht, in welks gebied de overledene zijne laatste woonplaats had.

In deze aangifte worden vermeld :

I. Naam, voornamen, beroep en woonplaats van den aangever ; plaats en datum zijner geboorte ;

II. Naam, voornamen, beroep en laatste woonplaats van den overleden persoon ; plaats en datum van zijne geboorte en van zijn overlijden ;

III. Naam, voornamen, beroep en woonplaats van de erfgenamen, legatarissen en begunstigen, plaats en datum hunner geboorte ; graad van verwantschap tusschen hen en den overledene ; wat door elk hunner wordt geërfd of verkregen ; krachtens welken titel zij tot de nalatenschap komen ; getal wettige kinderen die zij hadden ten dage van het overvallen der nalatenschap, alsmede het getal wettige kinderen die vooroverleden waren en ten dage van het overlijden van den erflater zelf wettige kinderen in leven achterlieten ;

IV. Bij voorkomend geval, aanduiding der erfgenamen uitgesloten krachtens beschikkingen bij uitersten wil of bij overeenkomst ;

V. Nauwkeurige aanduiding en raming, artikel per artikel, van al de goederen die het belastbaar actief uitmaken, met aanwijzing, voor de onroerende goederen, namelijk van de sectie en het nummer van het kadaster.

Mogen evenwel het voorwerp eener globale aangifte en globale raming uitmaken, elk der hierna vermelde groepen van goederen, te weten :

1° De onroerende goederen — andere dan de onroerende goederen door bestemming, hieronder aangeduid — die een eenig bedrijf of een enkel domeingeheel uitmaken ;

2° Onder de voorwerpen die tot een landbouwbedrijf dienen : a) elke soort van dieren ; b) de landbouwgereedschappen ; c) de bezaaiingen en andere vruchten te veld ; d) de zoden, de waren, het stroo en de meststoffen ;

3° Wat betreft de voorwerpen dienende tot een nijverheidsbedrijf : a) de werktuigen ; b) de vervaardigde of bereide koopwaren en de grondstoffen ;

4° Wat betreft de voorwerpen dienende tot een handelsbedrijf : a) het materieel en de bedrijfstoestellen ; b) de koopwaren ;

5° De kleedingstukken, de juwelen, de boeken en alle andere voorwerpen tot persoonlijk gebruik van den overledene ;

6° De stoffering, het vaatwerk, het keukengereedschap en andere voorwerpen van gelijken aard ;

7° De verzamelingen van schilderijen, porselein, wapens en andere voorwerpen ;

8° De wijn en andere waren.

VI. Aanduiding van elk der schulden die in mindering van het belastbaar actief kunnen toegelaten worden, met opgave van naam, voornamen en woonplaats van den schuldeischer, van de oorzaak der schuld en van den datum der akte, zoo er eene bestaat.

De aangifte vermeldt, bovendien, of de overledene het vruchtgebruik van eenige goederen gehad heeft en, zoo ja, waarin zij bestaan ; met aanduiding van de personen die tot het genot van den vollen eigendom zijn gekomen.

B. Gelikt het de nalatenschap van eenen persoon die niet de inwonerheid van inwoner van het rijk heeft, dan wordt de aangifte, opgesteld in

Avant pour la déclaration de la succession d'un habitant du royaume, est faite par les héritiers, donataires ou légataires des immeubles situés en Belgique, au bureau du droit de succession dans le ressort duquel ces biens sont situés.

C. La déclaration de succession ou de mutation par décès doit être appuyée d'un certificat de l'autorité communale du domicile de l'héritier, donataire ou légataire, attestant le nombre d'enfants légitimes qu'il avait au jour de l'ouverture de la succession ainsi que le nombre d'enfants légitimes qui étaient prédécédés en laissant eux-mêmes des enfants légitimes en vie au jour du décès du *de cujus*. Ce certificat est exempt du timbre et de l'enregistrement.

Il est encouru une amende égale à deux fois le droit éludé, par l'héritier, donataire ou légataire qui a fait, relativement au nombre d'enfants légitimes des successeurs du défunt, une déclaration reconnue inexacte. Dans tous les cas, la contravention peut être prouvée par tous moyens de droit commun, à l'exception du serment.

D. Lorsqu'il s'agit de la succession d'un habitant du royaume, la déclaration est terminée par une mention ainsi conçue, qui précède la signature et qui est écrite en entier de la main du déclarant : « J'affirme sur l'honneur que la déclaration qui précède est faite consciencieusement »

Si le déclarant ne sait ou ne peut écrire, l'affirmation, dans les termes indiqués ci-avant, est faite par lui, verbalement, devant le receveur au bureau du droit de succession où la déclaration doit être déposée. Le receveur constate l'affirmation ainsi faite, par une mention qu'il écrit et qu'il signe au pied de la déclaration.

Si la déclaration de succession est faite par un mandataire, celui-ci termine la déclaration par l'affirmation indiquée ci-avant. En outre, le mandant est tenu, dans les deux mois du dépôt de la déclaration, de se présenter, en personne, au bureau où celle-ci a été déposée et d'y affirmer verbalement, sur l'honneur, que la déclaration souscrite en son nom a été faite consciencieusement. Le receveur dresse acte de l'affirmation et la fait signer par l'intéressé. Si celui-ci ne sait ou ne peut signer, le receveur constate dans l'acte ses dires à cet égard par une mention qu'il signe.

L'acte est exempt du timbre et de l'enregistrement.

Le Directeur général de l'Enregistrement et des Domaines peut, dans des circonstances exceptionnelles, proroger le délai fixé pour l'affirmation verbale ou permettre de faire cette affirmation devant un fonctionnaire ou officier public spécialement désigné à cette fin.

Si l'affirmation verbale n'est pas faite dans le délai fixé par la loi ou prorogé par le Directeur général, la déclaration de succession peut être tenue pour non avenue.

Art. 17. Si les biens meubles corporels délaissés par le défunt étaient l'objet d'un contrat d'assurance contre l'incendie ou contre le vol, en cours au jour du décès, les déclarants sont tenus de joindre à la déclaration une copie de la police certifiée exacte par l'assureur ou, le cas échéant, par son représentant en Belgique, agréé conformément à l'article 34 de la loi du 30 août 1913.

Si les dits biens meubles n'étaient pas assurés, les déclarants doivent l'affirmer expressément dans la déclaration.

Est réputé non avenue en ce qui concerne les objets mobiliers corporels, la déclaration à laquelle n'est pas jointe la copie délaissée à l'alinéa 1<sup>er</sup> du présent article ou qui, le cas échéant, ne contient pas l'affirmation prescrite par l'alinéa 2.

L'assureur ou, le cas échéant, son représentant agréé en Belgique, qui refuse de délivrer aux déclarants la copie visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> du présent article ou qui délivre une copie inexacte ou incomplète peut, sur la poursuite des déclarants, être condamné à des dommages-intérêts.

Les copies visées au présent article sont exemptes du timbre. Elles portent, en tête du texte, l'énonciation de leur destination; elles ne peuvent servir à d'autres fins.

L'Administration est autorisée à établir les contraventions visées au présent article par tous moyens de droit commun, à l'exception du serment.

Art. 18. La déclaration de succession ou de mutation par décès est déposée dans les six mois à compter du jour du décès, si celui-ci est survenu dans le royaume. Le délai est de sept mois si le décès est survenu dans un autre pays d'Europe; il est de huit mois si le décès est survenu hors d'Europe.

Ces délais peuvent être prolongés par le Ministre des Finances.

La déclaration déposée au cours du délai fixé par la loi ou prolongé par le Ministre des Finances peut être rectifiée aussi longtemps que ce délai n'est pas expiré.

bovengemelden vorm voor de aangifte der nalatenschap van een inwoner des rijks, door de erfgenamen, begiftigden of legatarissen der in België gelegen onroerende goederende gedaan ten kantore van het successierecht, in welks gebied deze goederen gelegen zijn.

C. De aangifte van nalatenschap of van overgang bij overlijden moet worden gestaafd door een bewijs schrift van de gemeenteoverheid der woonplaats van den erfgenaam, begiftigde of legataris, vermeldende het getal wettige kinderen die hij had ten dage van het openvallen der nalatenschap, alsmede het getal wettige kinderen die vooroverleden waren en zelf, ten dage van het overlijden van den erflater, wettige kinderen in leven achterlieten. Dit bewijsschrift is vrij van zegel en registratie.

Met eene boete gelijk aan tweemaal het ontdoken recht wordt gestraft de erfgenaam, begiftigde of legataris die, betreffende het getal wettige kinderen van de erfopvolgers des overledenen, eene onjuist bevonden aangifte heeft gedaan. In al de gevallen kan de overtreding worden bewezen door alle gewone rechtsmiddelen, met uitzondering van den eed.

D. Geldt het de nalatenschap van een inwoner des rijks, dan sluit de aangifte met eene vermelding vóór de handtekening gepaast, voluit-eigenhandig geschreven door den aangever en luidende: « Ik bevestig op mijn eerewoord dat bovenstaande aangifte oprechtelijk gedaan is. »

Indien de aangever niet kan of niet bij machte is te schrijven, dan wordt de bevestiging, in de bovengemelde bewoordingen, door hem mondeling gedaan, ten overstaan van den ontvanger, ten kantore van het successierecht, waar de aangifte moet overgelegd worden. Van de aldus gedane bevestiging doet de ontvanger blijken bij eene door hem onderteekende vermelding, die hij onderaan de aangifte schrijft.

Wordt de aangifte van nalatenschap door eenen lasthebber gedaan, dan sluit deze de aangifte met bovengemelde bevestiging. Bovendien is de lastgever, binnen twee maanden na het overleggen der aangifte, gehouden zich ten kantore, waar deze werd overgelegd, in persoon aan te bieden en er mondeling op zijn eerewoord te bevestigen dat de aangifte in zijnen naam onderteekend oprechtelijk gedaan werd. De ontvanger maakt akte op van de bevestiging en doet ze door den belanghebbende onderteekenen. Indien deze niet kan of niet bij machte is te tekenen, dan stelt de ontvanger dit in de akte vast door eene vermelding die hij onderteekent.

De akte is vrij van zegel en registratie.

De algemeene Bestuurder der Registratie en Domeinen kan, in uitzonderlijke omstandigheden, het tijdsbestek, ter mondelinge bevestiging gesteld, verlengen of toelaten dat deze bevestiging geschiedt ten overstaan van een bijzonder daartoe aangewezen openbaren ambtenaar of beampte.

Geschiedt de mondelinge bevestiging niet binnen het tijdsbestek, bij de wet bepaald of door den algemeenen Bestuurder verlangd, dan kan de aangifte van nalatenschap als ongedaan beschouwd worden.

Art. 17. Indien de lichamelijke roerende goederen, door den overledene achtergelaten, het voorwerp waren van eene overeenkomst van verzekering tegen brand of tegen diefstal, loopende ten dage van het overlijden, zijn de aangevers gehouden, bij de aangifte te voegen een afschrift van de polis, eht verklaard door den verzekeraar of, bij voorkomend geval, door zijnen vertegenwoordiger in België, overeenkomstig artikel 34 der wet van 30 Augustus 1913 toegelaten.

Waren gemeente roerende goederen niet verzekerd, dan moeten de aangevers zulk uitdrukkelijk in de aangifte bevestigen.

Wordt als ongezaan beschouwd, wat betreft de lichamelijke roerende voorwerpen, de aangifte, waarbij het afschrift, in lid 1 van dit artikel vermeld, niet is gevoegd of die, bij voorkomend geval, de bij lid 2 voorgeschreven bevestiging niet behelst.

De verzekeraar of, bij voorkomend geval, zijn in België toegelaten vertegenwoordiger, die weigert het afschrift, bedoeld bij lid 1 van dit artikel, aan de aangevers te verstrekken of die een onrecht of onvolledig afschrift verstrekt, kan, op vervolging der aangevers, tot schadevergoeding worden gestraft.

De bij dit artikel bedoelde afschriften zijn vrij van zegel. Bovenaan den tekst wordt hunne bestemming vermeld; zij mogen tot geen ander doeleinde worden aangewend.

Het Beheer wordt gemachtigd om de overtredingen, bedoeld bij lid 1 van dit artikel, vast te stellen door alle gewone rechtsmiddelen, met uitzondering van den eed.

Art. 18. De aangifte van nalatenschap of van overgang bij overlijden wordt ingediend binnen zes maanden vanaf den dag van het overlijden, wanneer dit is overkomen in het rijk. Het tijdsbestek bedraagt zeven maanden wanneer het overlijden is overkomen in een ander land van Europa; het bedraagt acht maanden indien het overlijden buiten Europa is overkomen.

Deze tijdsbestekken kunnen door den Minister van Financiën verlangd worden.

De aangifte ingediend binnen het tijdsbestek, bij de wet bepaald of door den Minister van Financiën verlangd, kan worden verbeterd zoolang dit tijdsbestek niet verstreken is.





Le montant du droit liquidé d'après le tarif qui précède à charge de l'héritier, donataire ou légataire, est réduit de 2 p. c. par chaque enfant légitime que l'héritier, donataire ou légataire a au moment de l'ouverture de la succession.

Lorsque la succession est dévolue en tout ou en partie au conjoint survivant, en vertu de la loi, d'un testament ou d'une institution contractuelle, le montant du droit liquidé à sa charge est réduit, savoir: de 4 p. c., si au jour de l'ouverture de la succession il existe un enfant issu du mariage; de 8 p. c., s'il existe deux enfants, et, ainsi de suite, à raison de 4 p. c. par enfant.

Pour l'application des deux alinéas qui précèdent, l'enfant qui est conçu est assimilé à l'enfant qui est né; les petits-enfants ne sont comptés que pour l'enfant dont ils sont issus.

Art. 20. Le droit est fixé à 5 francs par 100 francs pour ce qui est recueilli ou acquis par les provinces et les communes avec affectation expresse à l'enseignement ou à des œuvres d'assistance et pour ce qui est recueilli ou acquis par les hospices, les congrégations hospitalières de femmes jouissant de la personnalité civile, les bureaux de bienfaisance, les monts de piété, les commissions de bourses d'études, les universités jouissant de la personnalité civile, les séminaires, les fabriques d'église, les consistoires et les synagogues.

La disposition qui précède est applicable exclusivement aux administrations, établissements et institutions belges.

Art. 21. Le taux du droit entre époux n'est pas applicable, lorsque le conjoint divorcé ou séparé de corps vient à la succession de l'autre époux en vertu d'un testament ou lorsqu'il recueille le bénéfice d'un contrat prévu à l'article 4 ci-avant.

Art. 22. Lorsque l'époux survivant vient à la succession de son conjoint en qualité d'héritier légal et, en outre, à tout autre titre, le droit est liquidé sur l'intégralité de ce qui lui est dévolu au taux fixé pour ce qui est recueilli entre époux.

Art. 23. Lorsqu'une personne parente du défunt à des degrés différents dans les lignes paternelle et maternelle, vient à la succession comme donataire ou légataire, le droit est liquidé sur l'intégralité de ce qu'elle recueille au taux le plus favorable au Trésor.

Art. 24. En cas de répudiation d'une part *ab intestat*, d'une institution contractuelle ou d'une disposition testamentaire, le droit dû par les personnes qui en profitent ne peut être inférieur à celui qu'aurait dû acquitter le renonçant.

La renonciation faite par un successeur du chef de son auteur, relativement à une succession ouverte au profit de ce dernier, ne peut porter préjudice au trésor.

Art. 25. Dans le cas de renonciation à la communauté par les héritiers de la femme, le droit dû par l'époux survivant ne peut être inférieur à celui que les héritiers auraient dû acquitter.

Art. 26. Sans préjudice de l'exemption établie par l'article 48 de la loi du 30 août 1913, est affranchi du droit de succession :

1° Ce qui est recueilli ou acquis par un héritier en ligne directe ou entre époux ayant des enfants ou descendants communs, si la part nette de l'héritier ou de l'époux n'excède pas 2,000 francs;

Si la part nette de l'héritier ou de l'époux survivant excède 2,000 francs sans dépasser 5,000 francs, il est déduit de cette part, pour la liquidation du droit, une somme de 2,000 francs qui demeure, dans tous les cas, exempte de l'impôt; si la dite part nette excède 5,000 francs sans dépasser 10,000 francs, il est déduit de cette part une somme de 1,000 francs;

2° Ce qui est recueilli ou acquis par tous autres héritiers, donataires ou légataires dans les successions dont le montant net ne dépasse pas 2,000 francs.

Si le montant net de la succession dépasse 2,000 francs sans excéder 5,000 francs, il est déduit de ce montant net, pour la liquidation de l'impôt, une somme de 2,000 francs qui demeure, dans tous les cas, affranchie du droit; si le montant net dépasse 5,000 francs sans excéder 10,000 francs, il est déduit de ce montant une somme de 1,000 francs.

Art. 27. Il n'est pas tenu compte pour la liquidation du droit de

Het bedrag van het recht, volgens bovenstaand tarief verrekend tusschen de laste van den erfgenaam, begiftigde of legataris, wordt verminderd met 2 t. h. voor elk wettig kind, dat de erfgenaam, begiftigde of legataris heeft bij het openvallen der nalatenschap.

Wanneer de nalatenschap geheel of gedeeltelijk vervalt aan den overlevenden echtgenoot, krachtens de wet, een uiterste wilsbeschikking of eene bij overeenkomst bedongen erfstelling, dan wordt het bedrag van het recht tegen de zijnen laste verrekend recht verminderd, te weten: met 4 t. h. indien de overlevende echtgenoot ten dage van het openvallen der nalatenschap, een uit het huwelijk geboren kind heeft; met 8 t. h. indien twee kinderen bestaan, en zo voort, tegen 4 t. h. per kind.

Voor de toepassing van de twee vorige alinea's, wordt het ontvangende kind gelijkgesteld met het geboren kind; de kleinkinderen tellen ook voor het kind waaruit zij gesproten zijn.

Art. 20. Het recht wordt vastgesteld op 5 frank per 100 frank van wat verkregen of geërfd wordt door de provinciën en gemeenten met uitdrukkelijke bestemming tot het onderwijs of tot onderstandswerken of voor wat wordt verkregen of geërfd door de godshuizen, de barmhartigheidsverenigingen die rechtspersoonlijkheid hebben, de weldadigheidsbureaux, de bergingen van barmhartigheid, de commissarissen voor studiebeurzen, de hogescholen die rechtspersoonlijkheid hebben, de seminarissen, kerkfabrieken, consistoriën en synagogen.

Bovenstaande bepaling is uitsluitend van toepassing op de Belgische besturen, inrichtingen en instellingen.

Art. 21. Het bedrag van het recht tusschen echtgenooten is niet van toepassing, wanneer de uit den echt of van tafel en bed geschiedde echtgenoot tot de erfenis van den anderen echtgenoot komt krachtens een testament of wanneer hem het voordeel van een bij bovenstaand artikel voorzien contract te beurt valt.

Art. 22. Wanneer de overlevende echtgenoot tot de erfenis van zijn mede-echtgenoot komt als wettige erfgenaam en, boven dien, van welken hoofde ook, wordt het recht op al wat hem vervalt verrekend tegen het percent bepaald voor wat tusschen echtgenooten wordt geërfd.

Art. 23. Wanneer een persoon, bloedverwant van den overledene, verschillende graden in de vaderlijke en moederlijke lijnen, tot de erfenis komt als begiftigde of legataris, wordt het recht tegen het voordeel de Schatkist gunstigste percent verrekend op al wat hij erft.

Art. 24. In geval van verwerping van een gedeelte *ab intestat*, van eene bij overeenkomst bedongen erfstelling of van eene uiterste wilsbeschikking, mag het recht, verschuldigd door de personen die daarvan het voordeel genieten, niet beneden het recht zijn, dat de verwerpende personen moeten betalen.

De verwerping door eenen erfopvolger bij plaatsvervulling van zijnen overleden, betreffende een nalatenschap opgevallen ten behoeve van de overlevende, mag den fiscus geen nadeel aanbrengen.

Art. 25. In geval van verwerping der gemeenschap door de erfgenamen der vrouw mag het door den overlevenden echtgenoot verschuldigd recht niet beneden het recht zijn, dat de erfgenamen hadden moeten betalen.

Art. 26. Onverminderd de vrijstelling bepaald bij artikel 48 der wet van 30 Augustus 1913, wordt van het successierecht ontheven :

1° Hetgeen door een erfgenaam in de rechte lijne of tusschen echtgenooten met gemeene kinderen of afstammelingen geërfd of verkregen wordt, indien het zuiver aandeel van den erfgenaam of van den echtgenoot niet 2,000 frank overschrijdt;

Indien het zuiver aandeel van den erfgenaam of van den overlevenden echtgenoot hooger dan 2,000 frank zonder 5,000 frank te overschrijden dan wordt van dat aandeel, voor de verrekening van het recht, eene som afgetrokken van 2,000 frank, welke, in elk geval, van de belasting vrijgesteld blijft; gant gemeld zuiver aandeel 5,000 frank te boven zondert 10,000 frank te overschrijden, dan wordt van dat aandeel eene som van 1,000 frank afgetrokken;

2° Hetgeen door alle andere erfgenamen, begiftigden of legatarissen wordt geërfd of verkregen in de nalatenschappen, waarvan het zuiver bedrag niet 2,000 frank overschrijdt.

Indien het zuiver bedrag der nalatenschap 2,000 frank te boven zondert 5,000 frank te overschrijden, dan wordt van dat zuiver bedrag, voor de verrekening van het recht, eene som afgetrokken van 2,000 frank welke, in elk geval, van de belasting vrijgesteld blijft; gant het zuiver bedrag 5,000 frank te boven zondert 10,000 frank te overschrijden, dan wordt van dat bedrag eene som van 1,000 frank afgetrokken.

Art. 27. Tot het verrekennen van het successierecht komt niet



succession de ce qui est recueilli ou acquis en usufruit ou à titre de rente ou pension viagère ou périodique, si le bénéficiaire meurt dans les six mois du décès du *de cuius*.

La disposition qui précède, en tant qu'elle concerne les immeubles situés en Belgique, est applicable au droit de mutation par décès.

Art. 28. Les droits de succession ou de mutation par décès ainsi que les amendes éventuellement dues sont payés dans les quatre mois à compter du jour de l'expiration du délai fixé par le premier alinéa de l'article 18 pour le dépôt de la déclaration de succession ou de mutation par décès.

Le Directeur général de l'Enregistrement et des Domaines peut prolonger le délai de paiement.

Il peut, notamment, si les biens successoraux ne peuvent être réalisés immédiatement sans un préjudice sensible pour les débiteurs de l'impôt, autoriser ceux-ci, moyennant caution, à se libérer par paiements partiels dans un délai qui ne peut dépasser trois ans à partir du décès.

Art. 29. L'article 57 de la loi du 30 août 1913 est remplacé par ce qui suit :

I. Les administrations et les établissements publics, toutes associations, compagnies ou sociétés ayant en Belgique leur principal établissement, une succursale ou un siège quelconque d'opérations, les banquiers, les agents de change, les agents d'affaires et les officiers publics ou ministériels qui sont détenteurs ou débiteurs, de quelque chef que ce soit, de titres, sommes ou valeurs revenant à un héritier, légataire ou autre ayant droit par suite du décès d'un habitant du royaume, ne peuvent en opérer la restitution, le paiement ou le transfert qu'après avoir remis au fonctionnaire de l'Administration de l'Enregistrement, désigné à cette fin, la liste certifiée sincère et véritable des titres, sommes ou valeurs.

Si le déposant ou le créancier demande, après le décès de son conjoint, la restitution ou le paiement des titres, sommes ou valeurs, il doit, au préalable, porter le décès à la connaissance du détenteur ou du débiteur; et celui-ci ne peut satisfaire à la demande qu'après avoir remis au fonctionnaire compétent la liste des titres, sommes ou valeurs dont il était détenteur ou débiteur au jour du décès du conjoint.

Si le détenteur ou le débiteur a effectué une restitution ou un paiement en mains du déposant ou du créancier après la mort et dans l'ignorance de la mort du conjoint de celui-ci, il est tenu, dès qu'il a connaissance du décès, de remettre au fonctionnaire compétent la liste des titres, sommes ou valeurs dont il était détenteur ou débiteur au jour du décès du conjoint.

Cette disposition est également applicable, si une restitution ou un paiement a été effectué par le détenteur ou le débiteur et reçu par le mandataire ou par le représentant légal du déposant ou créancier, après la mort et dans l'ignorance de la mort du mandant ou de l'incapable. Dans ces hypothèses, le mandataire ou le représentant légal de l'incapable est tenu, dès qu'il a connaissance du décès du mandant ou de l'incapable, d'en informer le détenteur ou le débiteur qui est tenu, dès lors, de remettre au fonctionnaire compétent la liste visée à l'alinéa précédent.

II. S'il s'agit de choses confiées à l'un des détenteurs visés au § 1<sup>er</sup> du présent article dans un coffre fermé ou sous un pli cacheté, le coffre ou le pli ne peuvent être restitués aux ayants droit après le décès du déposant ou de son conjoint qu'après avoir été ouverts en présence du détenteur, afin de permettre à celui-ci de dresser la liste prescrite par les dispositions qui précèdent.

Est applicable à l'hypothèse la disposition qui fait l'objet du deuxième alinéa du § 1<sup>er</sup> ci avant.

Si le mandataire du déposant ou le représentant légal d'un incapable a retiré, après la mort et dans l'ignorance de la mort du mandant ou de l'incapable, des choses qui avaient été confiées au détenteur dans un coffre fermé ou sous un pli cacheté, le mandataire ou le représentant légal est tenu, dès qu'il a connaissance du décès du mandant ou de l'incapable, de remettre au fonctionnaire compétent une liste, dressée conformément au premier alinéa du § 1<sup>er</sup>, des choses contenues dans le coffre ou sous le pli.

aanmerking hetgeen in vruchtgebruik of ten titel van levenslange of periodieke rente of pensioen wordt verkregen of geërfd, indien de Verrijger binnen zes maanden na het overlijden van den erflater sterft.

De vorige bepaling is, in zoverre zij in België gelegen onroerende goederen betreft, van toepassing op het recht van overgang bij overlijden.

Art. 28. De rechten van successie of van overgang bij overlijden, alsmede de bij voorkomend geval verschuldigde hoeten worden betaald binnen vier maanden na den dag waarop de termijn, bij het eerste lid van artikel 18 bepaald tot indiening der aangifte van nalatenschap of van overgang bij overlijden, is verstreken.

De algemeene Bestuurder der Registratie en Domeinen kan den termijn tot betaling verlengen.

Hij kan, namelijk, indien de onroerende goederen niet onmiddellijk kunnen te gelde gemaakt worden zonder aan de belastingschuldigen een merkkelijk nadeel te berokkenen, dezen mits borgstelling machtigen om hunne schuld bij gedeeltelijke betalingen te voldoen binnen een tijdsbestek dat drie jaren, te rekenen van het overlijden, niet mag overschrijden.

Art. 29. Artikel 57 der wet van 30 Augustus 1913 wordt vervangen door de volgende bepalingen :

I. De openbare besturen en instellingen, alle vereenigingen, maatschappijen of vennootschappen, welke in België hunne hoofdvestiging, een filiaal of eenigen zetel van verrichtingen hebben, de bankiers, de wisselagenten, de zaakwaarnemers en de openbare of ministerieele ambtenaars, die houders of schuldenaars zijn, uit welken hoofde ook, van titels, sommen of waarden toekomende aan een erfigenaam, legataris of anderen rechthebbende ten gevolge van het overlijden van eenen inwoner van het rijk, mogen de teruggave, de betaling of de overdracht daarvan slechts doen na de echt en waar verklaarde lijst der titels, sommen of waarden aan den daartoe aangewezen ambtenaar van het Beheer der Registratie te hebben afgegeven.

Indien de bewaargever of de schuldeischer, na het overlijden van zijn medeechtgenoot, de teruggave of de betaling van de titels, sommen of waarden vraagt, moet hij vooraf kennis geven van het overlijden aan den houder of aan den schuldenaar; en deze mag de vraag slechts inwilligen na aan den bevoegden ambtenaar de lijst te hebben afgegeven van de titels, sommen of waarden waarvan hij, ten dage van het overlijden van den medeechtgenoot, houder of schuldenaar was.

Heeft de houder of de schuldenaar eene teruggave of eene betaling in handen van den bewaargever of van den schuldeischer gedaan na den dood en onwetend zijnde van den dood van diens medeechtgenoot, dan is hij gehouden, zoodra het overlijden hem bekend is, aan den bevoegden ambtenaar de lijst af te geven van de titels, sommen of waarden waarvan hij, ten dage van het overlijden van den medeechtgenoot, houder of schuldenaar was.

Deze bepaling is insgelijks van toepassing, indien eene teruggave of eene betaling door den houder of den schuldenaar gedaan en door den lasthebber of den wettigen vertegenwoordiger van den bewaargever of schuldeischer ontvangen werd na den dood en onwetend zijnde van den dood van den lastgever of den onbekwame. In deze gevallen is de lasthebber of de wettige vertegenwoordiger van den onbekwame gehouden, zoodra het overlijden van den lastgever of van den onbekwame hem bekend is, daarvan kennis te geven aan den houder of aan den schuldenaar, die vanaf dat oogenblik verplicht is de in het vorig lid bedoelde lijst aan den bevoegden ambtenaar te verstrekken.

II. Betreft het voorwerpen, aan een der bij § 1 van dit artikel bedoelde houders toevertrouwd in een gesloten koffer of onder een verzegelden omslag, dan mogen, na het overlijden van den bewaargever of van dezen medeechtgenoot, de koffer of de omslag aan de rechthebbenden slechts worden teruggegeven na in tegenwoordigheid van den houder te zijn geopend, opdat hij de bij de vorige bepalingen voorgeschreven lijst kunne ommaken.

Is op de onderstelling toepasselijk de bepaling, die het voorwerp van lid 2 van vorig § 1 uitmaakt.

Indien de lasthebber van den bewaargever of de wettige vertegenwoordiger van eenen onbekwame, na den dood en onwetend zijnde van den dood van den lastgever of van den onbekwame, voorwerpen heeft teruggenomen, die aan den houder in een gesloten koffer of onder een verzegelden omslag werden toevertrouwd, dan is de lasthebber of de wettige vertegenwoordiger gehouden, zoodra het overlijden van den lastgever of van den onbekwame hem bekend is, eene lijst van de voorwerpen vervat in den koffer of onder den omslag, opgemaakt overeenkomstig lid 1 van § 1, aan den bevoegden ambtenaar af te geven.

La liste à dresser par le détenteur, conformément au présent paragraphe, peut être remplacée par un inventaire fidèle et exact, fait par un notaire dans les formes réglées par les articles 941 et suivants du Code de procédure civile; des titres, sommes, valeurs ou objets quelconques se trouvant dans le coffre ou sous le pli. Le détenteur ne doit pas assister aux opérations de l'inventaire.

Un fonctionnaire de l'Enregistrement et des Domaines peut, en tout cas, assister à la confection soit de la liste, soit de l'inventaire dont il s'agit à l'alinéa qui précède. A cet effet, le détenteur qui doit confectionner la liste ou le notaire chargé de l'inventaire, est tenu d'informer le fonctionnaire désigné à cette fin des lieu, jour et heure où l'opération sera effectuée. L'information doit être donnée par lettre recommandée à la poste; et les opérations de la confection de la liste ou de l'inventaire, ne peuvent être commencées avant le quatrième jour qui suit celui où la lettre d'information a été remise à la poste.

III. Si les choses détenues ou les sommes dues peuvent, d'après la convention, être restituées ou payées à un cointéressé, à quelque titre que ce soit, le détenteur ou le débiteur est tenu :

1<sup>o</sup> De retenir une preuve écrite des restitutions ou paiements opérés en mains de l'un des cointéressés et, le cas échéant, de la date de chaque restitution ou paiement;

2<sup>o</sup> Dès qu'il a connaissance du décès de l'un des cointéressés ou du conjoint de l'un d'eux : a) de remettre au fonctionnaire compétent la liste des sommes, titres ou valeurs dus ou détenus au jour du décès; b) de se refuser à la restitution des coffres fermés ou des plis cachetés qu'il détient, avant d'avoir remis au fonctionnaire compétent la liste des choses qu'ils renferment.

Tout cointéressé qui, après le décès de son conjoint, après le décès de l'un de ses cointéressés ou du conjoint de celui-ci, demande la restitution des choses détenues ou le paiement des sommes dues doit, au préalable, porter le décès à la connaissance du détenteur ou du débiteur.

Si l'un des cointéressés a opéré un retrait ou reçu un paiement postérieurement au décès de l'un des cointéressés ou de son conjoint dans l'ignorance de ce décès, il doit, dès qu'il a connaissance du décès : a) en informer le détenteur ou le débiteur qui est tenu, dès lors, de se conformer aux dispositions du premier alinéa, litt. a du n<sup>o</sup> 2 du présent paragraphe; b) remettre au fonctionnaire compétent une liste, dressée conformément au premier alinéa du § 1<sup>er</sup>, des choses contenues dans le coffre fermé ou sous le pli cacheté qui étaient détenus.

Sont applicables, en ce qui concerne les choses confiées au détenteur dans un coffre fermé ou sous pli cacheté, les dispositions des deux derniers alinéas du § II.

Art. 30. I. Aucun coffre-fort tenu en location chez une personne ou dans une association, collectivité ou société se livrant habituellement à la location de coffres-forts, ne peut être ouvert après le décès du locataire ou de son conjoint, de l'un des colocataires ou de son conjoint, qu'en présence du loueur, qui est tenu de dresser et de remettre au fonctionnaire de l'enregistrement désigné à cette fin, avant la prise de possession par les ayants droit, la liste certifiée sincère et véritable de tous les titres, sommes, valeurs et objets quelconques contenus dans le coffre. Cette liste doit comprendre, dans tous les cas, les titres, sommes, valeurs et objets quelconques qui seraient renfermés sous des plis cachetés ou dans des boîtes et coffrets fermés se trouvant dans le coffre-fort.

La liste à dresser par le loueur en exécution de l'alinéa précédent peut être remplacée par un inventaire ainsi qu'il est dit au quatrième alinéa du § II de l'article 29.

Est ici applicable la disposition qui fait l'objet du cinquième alinéa du § II du dit article 29.

II. Toute personne, quelle qu'elle soit, qui veut procéder ou faire procéder à l'ouverture du coffre-fort après le décès du locataire ou de son conjoint, de l'un des colocataires ou de son conjoint, doit, au préalable, porter le décès à la connaissance du loueur.

Toute personne, quelle qu'elle soit, qui a retiré postérieurement au décès, dans l'ignorance de celui-ci, des choses contenues dans le coffre-fort, est tenue, dès qu'elle a connaissance du décès, de remettre au fonc-

De lijst, door den houder op te maken overeenkomstig deze paragraaf kan worden vervangen door een getrouwen en nauwkeurigen inventaris van de titels, sommen, waarden of welke voorwerpen ook, die zich in de koffer of ouder omslag bevinden, opgemaakt door eenen notaris opwijzen bepaald door de artikelen 941 en volgende van het Wetboek van burgerlijke rechtsvordering. De houder moet bij het opmaken van de inventaris niet aanwezig zijn.

Een ambtenaar der Registratie en Domeinen mag, in elk geval, aanwezig zijn bij het opmaken hetzij van de lijst, hetzij van den inventaris waarvan sprake in het vorig lid. Daartoe is de houder, die de lijst moet opmaken, of de notaris, belast met den inventaris, verplicht aan de daartoe aangewezen ambtenaar kennis te geven van de plaats, den dag en het uur, waarop tot die verrichting wordt overgegaan. De kennisgeving moet geschieden bij ter post aangeteekenden brief; en met het opmaken van de lijst of van den inventaris mag men niet beginnen vóór den vierden dag na dien, waarop de brief van kennisgeving ter post werd besteld.

III. Mogen, volgens de overeenkomst, de bewaarde zaken of de verschuldigde sommen teruggegeven of betaald worden aan een medebelanghebbende, uit welken hoofde ook, dan is de houder of de schuldenaar verplicht :

1<sup>o</sup> Een schriftelijk bewijs te bewaren van de teruggaven of betalingen gedaan in handen van een der medebelanghebbenden en, bij voorkomenden geval, van den datum van elke teruggave of betaling;

2<sup>o</sup> Zoodra het overlijden van een der medebelanghebbenden of van den medeechtgenoot van een hunner hem bekend is : a) aan den bevoegde ambtenaar de lijst af te geven van de sommen, titels of waarden verschuldigd of bewaard ten dage van het overlijden; b) de teruggave der gesloten koffers of der verzegelde omslagen, die hij onder zich heeft, te weigeren alvorens aan den bevoegden ambtenaar de lijst der zich daarin bevindend voorwerpen te hebben afgegeven.

Elke medebelanghebbende die, na het overlijden van zijnen medeechtgenoot, na het overlijden van een zijner medebelanghebbenden of van dezen medeechtgenoot, de teruggave der bewaarde voorwerpen of de betaling der verschuldigde sommen vraagt, moet, vooraf, het overlijden ter kennis van den houder of van den schuldenaar brengen.

Indien, na het overlijden van een der medebelanghebbenden of van dezen medeechtgenoot, een der medebelanghebbenden eene terugneming gedaan of eene betaling ontvangen heeft, van dat overlijden onwetend zijnde, moet hij, zoodra hij kennis heeft van het overlijden : a) daarvan bericht geven aan den houder of aan den schuldenaar, die van dat oogenblik af verplicht is, het bepaalde in lid 1, litt. a, van n<sup>o</sup> 2 dezer paragraaf na te leven; b) eene lijst van de voorwerpen vervat in den, gesloten koffer of onder den verzegelden omslag die bewaard werden, opgemaakt overeenkomstig lid 1 van § 1, aan den bevoegden ambtenaar afgeven.

Het bepaalde in de laatste twee alinea's van § II moet, wat betreft de zaken toevertrouwd aan den houder in een gesloten koffer of onder verzegelden omslag, geacht worden hier te zijn herhaald.

Art. 30. I. Geene brandkast, in huur gehouden bij eenen persoon of bij eene vereeniging, gemeenschap of vennootschap die gewoonlijk brandkasten verhuurt, mag na het overlijden van den huurder of van zijn medeechtgenoot, van een der medehuurders of van zijn medeechtgenoot worden geopend tenzij in tegenwoordigheid van den verhuurder; deze is gehouden, vóór de inbezitneming door de rechthebbenden, de echt en waar verklaarde lijst van alle in de kast berustende sommen, waarden en hoe ook genaamde voorwerpen op te maken en aan den daartoe aangewezen ambtenaar der registratie af te geven. Deze lijst moet in elk geval de titels, sommen, waarden en hoe ook genaamde voorwerpen vermelden, die zouden geborgen zijn onder verzegelde omslagen of in gesloten doozen en koffertjes, zich in de kast bevindend.

De lijst, door den verhuurder op te maken ter uitvoering van het vorig lid, kan door een inventaris vervangen worden, zooals is bepaald bij alinea 4 van § II van artikel 29.

Het bepaalde in alinea 5 van § II van gezegd artikel is van toepassing in dit geval.

II. Elke persoon, wie het ook zij, die tot het openen der brandkast wil overgaan of doen overgaan na het overlijden van den huurder of van zijnen medeechtgenoot, van een der medehuurders of van zijnen medeechtgenoot, moet, vooraf, het overlijden ter kennis van den verhuurder brengen.

Elke persoon, wie het ook zij, die na het overlijden, daarvan onwetend zijnde, zaken heeft teruggenomen, welke zich in de brandkast bevonden, is gehouden, zoodra het overlijden hem bekend is, eene

tionnaire compétent une liste, dressée conformément au premier alinéa du présent article, des choses contenues dans le coffre au jour du retrait.

III. Toute personne, association, collectivité ou société qui se livre habituellement à la location de coffres-forts est tenue :

1° Avant de commencer ses opérations, de déposer une déclaration de profession au bureau des successions désigné à cette fin;

2° De tenir un registre sur lequel sont portés les nom, prénoms, profession et domicile de chacun des locataires et, le cas échéant, de leur conjoint;

3° D'exiger que toute personne, quelle qu'elle soit, agissant en qualité de mandataire, qui demande à ouvrir le coffre-fort loué, établis, au préalable, son identité et oppose sa signature sur un registre à ce destiné, avec l'indication du jour et de l'heure de l'apposition de la signature;

4° De communiquer, sans déplacement, aux fonctionnaires de l'enregistrement les registres désignés sous les n<sup>os</sup> 2 et 3 du présent paragraphe, ainsi que tous les contrats de location en cours ou expirés depuis moins de cinq ans;

5° De se refuser, dès qu'elle a connaissance du décès du locataire ou de son conjoint, de l'un des colocataires ou de son conjoint, à l'enlèvement des choses y contenues, avant qu'elle ait dressé et remis au fonctionnaire compétent une liste, dressée conformément au premier alinéa du présent article, de tous les titres, sommes, valeurs et objets quelconques contenus dans le coffre, ou, le cas échéant, avant qu'il ait été dressé inventaire conformément au deuxième alinéa du § 1<sup>er</sup> ci-avant.

Art. 31. Sont considérés, pour la perception du droit de succession, comme appartenant au défunt pour une part virile, sauf preuve contraire réservée tant à l'Administration qu'aux redevables, les titres, sommes, valeurs ou objets quelconques déposés dans un coffre-fort tenu en location conjointement ou solidairement par le défunt et par une ou plusieurs autres personnes, ainsi que les choses détenues et les sommes dues visées sous le § 3 de l'article 29.

Sont considérés comme appartenant en totalité au défunt, sauf preuve contraire, les titres, sommes, valeurs ou objets quelconques qui sont placés dans un coffre fermé ou sous pli cacheté déposé, au nom du défunt seul, chez une des personnes physiques ou morales désignées à l'article 29, ou qui se trouvent dans un coffre-fort tenu en location par le défunt seul chez une des personnes physiques ou morales désignées à l'article 30.

La preuve contraire à ces présomptions de propriété peut être administrée par toutes voies de droit, témoins et présomptions compris.

Art. 32. Les déclarations, listes et copies visées dans les articles 29 et 30 sont exemptes du timbre et de l'enregistrement.

Art. 33. Les personnes physiques et morales désignées à l'article 29 sont tenues de fournir aux fonctionnaires de l'Enregistrement et des Domaines tous les renseignements jugés par eux nécessaires à l'effet d'assurer la juste perception des droits de succession.

Les renseignements ne peuvent être demandés qu'en vertu d'une autorisation spéciale du Directeur général de l'Enregistrement et des Domaines. Cette autorisation doit, en toute hypothèse, contenir la désignation précise de la personne décédée.

## TITRE II. — Droits d'enregistrement et de transcription.

Art. 34. Toute dissimulation dans le prix d'une vente de meubles ou d'immeubles ou dans la soulte d'un échange est passible dans le chef du vendeur, de l'acquéreur et de chacun des coéchangistes, individuellement, d'une amende égale à deux fois les droits éludés. Les contrevenants sont, en outre, solidairement tenus des droits supplémentaires exigibles sauf, s'il y a lieu, leur recours entre eux pour ces droits seulement.

Sans préjudice, en ce qui concerne les immeubles, des dispositions légales existantes relatives à l'expertise, l'existence de la dissimulation peut être établie, quelle qu'en soit l'importance, par tous moyens de droit commun, à l'exception du serment.

Les droits supplémentaires qui auraient été payés ensuite d'une insuffisance immobilière constatée par une expertise ou par une soumission sous rite en vue d'éviter l'expertise, seront imputés sur le supplément de droit liquidé conformément au premier alinéa du présent article.

overeenkomstig lid 1 van dit artikel opgemaakte lijst der zaken ten dage van de terugneming in de kast berustende, aan den bevoegden ambtenaar af te geven.

III. Elke per oon, vereeniging, gemeenschap of vennootschap, die gewoonlijk brandkasten verhuurt, is gehouden :

1° Alvorens zijne verrichtingen te beginnen, eene beroepsaangifte over te leggen ten daartoe aangewezen kantore van de successierechten;

2° Een register aan te houden, waarin worden vermeld de naam, de voornamen, het beroep en de woonplaats van elk der huurders en, bij voorkomend geval, van hun medeechtgenoot;

3° Te eischen dat elke persoon, wie het ook zij, die optreedt als lasthebber en vraagt om de verhuurde brandkast te openen, vooraf zijne identiteit bewijze en zijne handteekening plaatse op een daartoe bestemd register met aanduiding van dag en uur van het plaatsen der handteekening;

4° Zonder verplaatsing aan de ambtenaars der registratie inzage te verlenen van de in n<sup>rs</sup> 2 en 3 dezer paragraaf vermelde boeken, alsmede van alle leopen te of sedert minder dan vijf jaren vervallen verhuurcontracten;

5° Niet toe te laten, zodra hij kennis heeft van het overlijden van den huurder of van zijn medeechtgenoot, van een der medehuurlers of van dezes medeechtgenoot, dat de daarin geborgen zaken worden weggenomen, alvorens eene overeenkomstig lid 1 van dit artikel opgestelde lijst van alle titels, sommen, waarden en voorwerpen hoe ook genaamd, in de kast geborgen, door hem opgemaakt en aan den bevoegden ambtenaar overhandigd zij of, bij voorkomend geval, alvorens een inventaris overeenkomstig lid 2 van voorgaande § 1 opgemaakt zij.

Art. 31. De titels, sommen, waarden of welke voorwerpen ook, bewaard in eene door den afgestorvene en door één of meer andere personen te zamen of hoofdelijk in huur gehouden brandkast, alsmede de in bewaring gehouden zaken en de verschuldigde sommen bedoeld bij § 3 van artikel 29, worden, voor de heffing van het successierecht, geacht toe te behooren aan den afgestorvene voor een hoofdelijk aandeel, behoudens tegenbewijs door het Beheer evenals door de belastingsschuldigen.

De titels, sommen, waarden of welke voorwerpen ook, die zijn geborgen in een gesloten koffer of onder verzegelden omslag, op naam van den overledene alleen in bewaring gegeven bij een der in artikel 29 vermelde natuurlijke of zedelijke personen, of die zich bevinden in eene brandkast, door den overledene alleen in huur gehouden bij een der in artikel 30 vermelde natuurlijke of zedelijke personen, worden, behoudens tegenbewijs, geacht aan den overledene geheel toe te behooren.

Het tegenbewijs van deze vermoedens van eigendom kan door alle rechtsmiddelen, ook door getuigen en vermoedens bijgebracht worden.

Art. 32. De aangiften, lijsten en afschriften, bedoeld bij de artikelen 29 en 30, zijn vrij van zegel en registratie.

Art. 33. De in artikel 29 vermelde natuurlijke en zedelijke personen zijn gehouden, aan de ambtenaars der Registratie en Domeinen al de inlichtingen te verstrekken, door hen noodig geacht ten einde de rechtmatige heffing van het successierecht te verzekeren.

De inlichtingen kunnen slechts worden gevraagd krachtens bijzondere machtiging van den algemeenen Bestuurder der Registratie en Domeinen. Deze machtiging moet, in elk geval, de juiste aanduiding van den overleden persoon behelzen.

## TITEL II — Registratie- en overschrijvingsrechten.

Art. 34. Elke bewimpeling van den prijs van een verkoop van roerende of onroerende goederen of van het opleggeld bij eene ruiling is strafbaar, voor den verkooper, den aankoper en elk der ruilende partijen persoonlijk, met eene boete gelijk aan tweemaal de ontdoken rechten. Bovendien, zijn de overtreders hoofdelijk gehouden tot betaling van de eischbare aanvullende rechten, behoudens, zoo daartoe gronden zijn, hun verhaal op elkander, voor deze rechten alleen.

Onverminderd, in zake onroerende goederen, de geldende wettelijke bepalingen betreffende de schatting, kan het bestaan der bewimpeling worden bewezen, welk ook het belang er van zij, door alle gewone rechtsmiddelen, met uitzondering van den eed.

De aanvullende rechten, die mochten betaald zijn ingevolge eene onroerende ontoereikendheid vastgesteld bij eene schatting of bij eene verbintenis aangegaan ten einde de schatting te vermijden, worden zangerkend op het aanvullend recht verrekend overeenkomstig lid 1 van dit artikel.



Les dispositions qui précèdent sont également applicables en cas de dissimulation totale ou partielle des charges imposées à l'acquéreur ou à l'un des coéchangistes.

Le notaire qui reçoit un acte de vente ou d'échange, est tenu de donner lecture aux parties des dispositions qui précèdent. Mention expresse de cette lecture est faite dans l'acte, à peine pour le notaire d'une amende de 100 francs.

**Art. 35.** L'administration est autorisée à prouver par tous moyens de droit commun, à l'exception du serment, que la convention actée dans un écrit présenté à la formalité de l'enregistrement n'est pas celle qui a été conclue entre parties. Si cette preuve est administrée, chacune des parties encourt, sans préjudice à l'application éventuelle de l'article 42 ci-après, individuellement et sans recours, une amende égale aux droits non payés et es, en outre, solidairement tenue de ces droits sauf, s'il y a lieu, son recours contre l'autre partie pour ces droits.

**Art. 36.** Il ne peut en aucun cas être accordé remise de l'amende édictée par les articles 34 et 35.

**Art. 37.** Sans préjudice des dispositions de la loi du 17 juin 1887 sur les échanges de biens ruraux non bâtis, sont assujettis aux droits d'enregistrement et de transcription établis pour les ventes immobilières les échanges de biens immeubles.

Les droits sont liquidés sur la valeur vénale d'une des prestations, en ayant égard à celle qui donnerait lieu au droit le plus élevé si toutes deux étaient consenties moyennant un prix en argent fixé d'après cette valeur vénale.

**Art. 38.** Est rendu applicable au droit de transcription l'article 5 de la loi du 27 ventôse an IX, en tant qu'il édicte une amende égale au droit supplémentaire d'enregistrement, dans tous les cas où les frais de l'expertise tombent à la charge du redevable.

**Art. 39.** Sans préjudice à l'application éventuelle de l'article 42 ci-après, toute désignation inexacte dans un acte portant donation entre vifs, du degré de parenté entre le donateur et les donataires, est passible dans le chef du donateur et des donataires, individuellement, d'une amende fiscale égale au droit éludé. Les contrevenants sont, en outre, solidairement tenus du droit supplémentaire exigible, sauf, s'il y a lieu, leur recours entre eux pour ce droit seulement.

**Art. 40.** Le troisième alinéa de l'article 3 de la loi du 15 mai 1905 est remplacé par ce qui suit :

Le tout, sauf application, en ce qui concerne les biens immeubles, des dispositions existantes relatives à l'expertise.

**Art. 41.** Le quatrième alinéa de l'article 6 de la loi du 30 août 1913 est remplacé par ce qui suit :

Sont rendus applicables à la matière, pour la constatation de la valeur des biens immeubles, les dispositions existantes relatives à l'expertise.

### TITRE III. — Dispositions communes.

**Art. 42.** Toute contravention aux articles 14, 17, 29, 30 et 33 de la présente loi donne lieu à charge de l'auteur ou des auteurs à une amende fiscale de 100 à 2,000 francs.

La preuve de la contravention pourra être faite par l'administration des finances par toutes voies de droit, serment excepté.

Sans préjudice aux dispositions légales relatives aux amendes fiscales, s'il est constaté qu'une infraction aux lois sur les droits d'enregistrement, de transcription ou de succession a été commise dans une intention frauduleuse, son ou ses auteurs pourront être condamnés sur poursuite du Ministère public, et sans préjudice à tous dommages-intérêts envers l'administration des finances, à un emprisonnement de huit jours à deux ans et à une amende de 100 à 10,000 francs ou à l'une de ces peines seulement.

En cas de poursuite pénale, la juridiction civile, éventuellement saisie du recours contre la réclamation du droit et de l'amende fiscale, sursoira à statuer jusqu'à ce qu'il ait été prononcé en dernier ressort par la juridiction pénale sur la poursuite intentée.

**Art. 43.** Tout fonctionnaire public, tout officier public ou ministériel et, généralement, toute personne chargée d'un service public qui s'est rendu coupable ou complice de manœuvres destinées à éluder l'impôt, soit en dressant ou en faisant dresser des actes ayant pour objet des con-

Bovenstaande bepalingen zijn insgelijks van toepassing in geval van geheele of gedeeltelijke bewimpeling der lasten, die aan den aankoper of aan een mederuilcr opgelegd zijn.

De notaris, voor wien een akte van verkoop of ruiling wordt verleend, is gehouden, aan partijen voorlezing te doen van de voorgaande bepalingen. Deze voorlezing wordt in de akte uitdrukkelijk vermeld op straffe van eene boete van 100 frank voor den notaris.

**Art. 35.** Het beheer wordt gemachtigd om door alle gewone rechtsmiddelen, met uitzondering van den eed, te bewijzen dat de overeenkomst, opgenomen in een ter formaliteit van registratie aangeboden schrift, niet is die, welke door partijen werd gesloten. Is dit bewijs ingebracht, dan wordt elk der partijen, onverminderd de mogelijke toepassing van onderstaand artikel 42, persoonlijk en zonder verhaal gestraft met eene boete gelijk aan de niet betaalde rechten, zij is bovendien hoofdelijk gehouden tot betaling dezer rechten, behoudens, zoo daartoe gronden zijn, haar verhaal op de wederpartij voor die rechten.

**Art. 36.** Kwietschelding van de bij artikelen 34 en 35 opgelegde boete mag in geen geval worden verleend.

**Art. 37.** Onverminderd de bepalingen der wet van 17 Juni 1887 op de ruilingen van ongebouwde landelijke goederen, zijn de ruilingen van onroerende goederen onderhevig aan de voor onroerende verkoopen gestelde rechten van registratie en overschrijving.

De rechten worden verrekend naar de verkoopwaarde van eene der uitkeeringen, met inachtneming van die welke tot het hoogste recht zou aanleiding geven, indien beide gedaan werden tegen eene volgens deze verkoopwaarde vastgestelden prijs in geld.

**Art. 38.** Artikel 5 der wet van 27 Ventôse jaar IX is mede van toepassing op het recht van overschrijving, in zoover het eene boete, gelijk aan het aanvullend registratierecht, oplegt voor al de gevallen, waarin de kosten der schatting ten laste van den belastingschuldige komen.

**Art. 39.** Onverminderd de mogelijke toepassing van onderstaand artikel 42, is elke onnauwkeurige aanduiding van den graad van verwantschap tusschen begiftiger en begiftigden, in eene akte houdende schenking onder de levenden, strafbaar, voor den begiftiger en de begiftigden, persoonlijk, met eene fiscale boete gelijk aan het ontdoken recht. Bovendien zijn de overtreters hoofdelijk gehouden tot betaling van het eischbaar aanvullend recht, behoudens, zoo daartoe gronden zijn, hun verhaal op elkander voor dit recht alleen.

**Art. 40.** Het derde lid van artikel 3 der wet van 15 Mei 1905 wordt vervangen door deze bepaling :

Alles, behoudens toepassing, wat de onroerende goederen aangaat, van de bestaande bepalingen betreffende de schatting.

**Art. 41.** Lid 4 van artikel 6 der wet van 30 Augustus 1913 wordt vervangen door deze bepaling :

Zijn ten deze mede van toepassing, tot vaststelling van de waarde der onroerende goederen, de bestaande bepalingen betreffende de schatting.

### TITEL III. — Gemeenschappelijke bepalingen.

**Art. 42.** Voor elke overtreding van de artikelen 14, 17, 29, 30, 33 dezer wet worden de dader of de daders gestraft met eene fiscale boete van 100 tot 2,000 frank.

De overtreding kan door het beheer van financiën bewezen worden door alle rechtsmiddelen, met uitzondering van den eed.

Onverminderd de wetsbepalingen betreffende de fiscale boeten, indien het is vastgesteld dat eene overtreding der wetten op de registratie, overschrijvings- of successierechten met een bedrieglijk inzicht bedreven werd, kunnen de dader of de daders daarvan op vervolging van het openbaar Ministerie, onverminderd de schadevergoedingen aan het beheer van financiën, gestraft worden met eene gevangenisstraf van acht dagen tot twee jaren en eene boete van 100 tot 10,000 frank of met slechts eene dezer straffen.

In geval van strafrechtelijke vervolging, zal de burgerlijke rechtbank, waarvoor het verhaal tegen de invordering van het recht en van de fiscale boete, bij voorkomend geval, is aangebracht, alleen dan uitspraak doen wanneer de strafrechtbank over de ingestelde vervolging in hoogsten aanleg heeft beslist.

**Art. 43.** Elk openbaar ambtenaar, elk openbaar of ministerieel beampte en, over 't algemeen, elke met een openbaren dienst belaste persoon die zich schuldig of medeplichtig maakt aan handelingen strekkende tot ontduiking der belasting, hetzij door het opmaken of het doen opmaken

ventions simulées ou entachées de dissimulation, soit en dressant des inventaires frauduleux, soit en rédigeant ou en faisant rédiger des déclarations de succession frauduleuses, soit de toute autre manière, peut être condamné, indépendamment des sanctions disciplinaires, sur poursuite du Ministère public, à un emprisonnement de huit jours à deux ans et à une amende de 1,000 à 10,000 francs ou à l'une de ces peines seulement. En cas de condamnation, il est, en outre, solidairement tenu avec les redevables au paiement des droits qui auraient été éludés par le fait de l'infraction, et, le cas échéant, des intérêts et des amendes.

Art. 44. L'action pénale prévue aux articles 42 et 43 ci-avant se prescrit par trois ans.

Reste soumise aux dispositions légales existantes relatives à la prescription, l'action en recouvrement des droits de succession, de mutation par décès, d'enregistrement et de transcription, ainsi que des amendes fiscales.

L'action en recouvrement des amendes fiscales édictées par le 1<sup>er</sup> alinéa de l'article 42 ci-avant se prescrit par dix ans.

#### TITRE IV. — Dispositions transitoires.

Art. 45. I. Sont réduits de moitié les droits dus à raison d'une nue propriété recueillie dans la succession d'un habitant du royaume décédé avant la date de la mise en vigueur de la présente loi, si avant cette date il n'avait pas été fourni caution conformément à l'article 20, 1<sup>er</sup> alinéa, de la loi du 27 décembre 1917.

Les droits ainsi réduits seront payés dans les trois mois de la date de la mise en vigueur de la présente loi ou dans les trois mois qui suivent l'échéance des délais fixés par l'article 55 de la loi du 30 août 1913, selon que ces délais expirent ou non avant le jour où la présente loi sera obligatoire.

Si les droits ne sont pas payés dans le délai ci-dessus fixé, l'intérêt légal, au taux fixé pour la matière civile, est exigible de plein droit, à compter du jour où le paiement aurait dû être effectué.

II. Les dispositions des articles 10, 11, 12, 14 et 53 sont applicables aux successions ouvertes avant la mise en vigueur de la présente loi.

III. Les dispositions des articles 16 et 17 sont applicables aux décès survenus avant la date de la mise en vigueur de la présente loi si avant cette date la déclaration de succession n'a pas été déposée.

#### TITRE V. — Dispositions abrogatoires.

Art. 46. Sont abrogés l'article 24 de la loi du 27 décembre 1817, les articles 1<sup>er</sup>, 2, 3, 15 et 17, premier alinéa, de la loi du 17 décembre 1851, les articles 3, 4 et 7 de la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1869, les articles 52 et 53, premier et deuxième alinéas, 55, de la loi du 30 août 1913 ainsi que toutes les dispositions contraires à la présente loi.

#### TITRE VI.

Art. 47. Les articles suivants du Code civil sont modifiés comme suit :

« Art. 742. En ligne collatérale, la représentation est admise en faveur des enfants et descendants de frères et sœurs, oncles et tantes du défunt, soit qu'ils viennent à la succession concurremment avec des oncles et tantes, soit que tous les frères et sœurs, oncles et tantes du défunt, étant précédés, la succession se trouve dévolue à leurs descendants en degrés égaux ou inégaux.

» Art. 755, § 2. S'il y a concours de parents collatéraux au même degré, ils partagent par tête, à moins qu'ils ne soient appelés par représentation, ainsi qu'il est réglé à la section II du présent chapitre.

» Art. 755, § 1<sup>er</sup>. Les parents au-delà du quatrième degré ne succèdent pas, à moins qu'ils ne soient appelés par représentation. »

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur*.

Donné à Santa Barbara (Californie), le 11 octobre 1919.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,

LÉON DELACROIX.

Vu et scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

E. VANDERVELDE.

van akten houdende schijnovereenkomsten of overeenkomsten waarbij bewimpeling is gepleegd, hetzij door het opmaken van bedrieglijke inventarissen, hetzij door het opstellen of het doen opstellen van bedrieglijke aangiften van nalatenschap, hetzij op eenige andere wijze, kan, buiten de tuchtstraffen, op vervolging van het openbaar Ministerie gestraft worden met eene gevangenisstraf van acht dagen tot twee jaren en met eene boete van 1,000 tot 10,000 frank of met slechts ééne dezer straffen. In geval van veroordeeling is hij bovendien met de belasting-chuldigen hoofdelijk gehouden tot betaling der rechten, die door het feit der overtreding mochten ontdoken zijn, en, bij voorkomend geval, der interesten en der boeten.

Art. 44. De strafvordering, voorzien bij bovenstaande artikelen 42 en 43, verjaart door verloop van drie jaren.

De bstaande wetsbepalingen betreffende de verjaring zijn van toepassing op den eisch tot invordering der rechten van successie, van overgang bij overlijten, van registratie en van overschrijving, alsmede der fiscale boeten.

De eisch tot invordering der fiscale boeten, opgelegd door het eerste lid van bovenstaand artikel 42, verjaart door verloop van tien jaren.

#### TITEL IV. — Overgangsbepalingen.

Art. 45. I. Worden tot op de helft verminderd de rechten verschuldigd wegens eenen blooten eigendom verkregen in de nalatenschap van eenen bewoner van het rijk, die vóór den datum van het in werking treden dezer wet is overleden, indien, overeenkomstig artikel 20, lid 1, der wet van 27 December 1817, vóór dien datum geen borg werd gesteld.

De aldus verminderde rechten moeten betaald worden binnen drie maanden na den datum van het in werking treden dezer wet ofwel binnen drie maanden na den vervalldag der termijnen, bij artikel 53 der wet van 30 Augustus 1913 vastgesteld, naar gelang deze termijnen al dan niet vervallen vóór den dag waarop deze wet verbindend wordt.

Worden de rechten niet binnen den hooger gestelden termijn betaald, dan is de wettelijke interest, tegen den rentevoet bepaald in burgerlijke zaken, van rechtswege verschuldigd vanaf den dag waarop de betaling had moeten geschieden.

II. De bepalingen der artikelen 10, 11, 12, 14 en 53 zijn toepasselijk op de nalatenschappen welke opengevallen zijn vóór het in werking treden dezer wet.

III. De bepalingen der artikelen 16 en 17 zijn toepasselijk op de sterfgevallen die zich voordoen vóór den datum van het in werking treden dezer wet, indien de aangifte van nalatenschap vóór dezen datum niet werd ingediend.

#### TITEL V. — Intrekking van wetsbepalingen.

Art. 46. Worden ingetrokken artikel 24 der wet van 27 December 1817, de artikelen 1, 2, 3, 15 en 17, eerste lid, der wet van 17 December 1851, de artikelen 3, 4 en 7 der wet van 1 Juli 1869, de artikelen 52 en 53, eerste en tweede lid, 55 der wet van 30 Augustus 1913, alsmede alle met deze wet strijdige bepalingen.

#### TITEL VI.

Art. 47. De navolgende artikelen van het Burgerlijk Wetboek worden gewijzigd als volgt :

« Art. 742. In de zijlinie wordt de plaatsvervulling toegelaten ten voordeele van de kinderen en nakomelingen van broeders en zusters, ooms en moeien van den overledene, hetzij die gezamenlijk met ooms en moeien tot de erfenis komen, hetzij de erfenis, na het vooroverlijden van al de broeders en zusters, ooms en moeien van den overledene, overgaat tot hunne nakomelingen, aan elkander in gelijke of in ongelijke graden besaande.

» Art. 755, § 2. Indien zijverwanten in gelijken graad gezamenlijk komen, de len zij per hoofd, tenzij zij bij plaatsvervulling zijn geroepen overeenkomstig het bepaalde in afdeeling II van dit hoofdstuk.

» Art. 755, § 1. Verwanten boven den vierden graad erven niet, tenzij zij bij plaatsvervulling zijn geroepen. »

Kondigen de tegenwoordige wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel bekleed en door den *Moniteur* bekend gemaakt worde.

Gegeven te Santa Barbara (Californie), den 11<sup>n</sup> October 1919.

Van 's Konings wege :

De Minister van Financiën,

Gezien en met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,